



Les  
syndicats  
favorables

p.3

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE RENCONTRE LES RESPONSABLES DE MÉDIAS NATIONAUX

# DES MESURES ANNONCÉES POUR LE PERSONNEL DE SANTÉ ET POUR LES JEUNES

L'entrevue périodique avec des représentants des médias nationaux a permis au Président Abdelmadjid Tebboune d'aborder les questions liées à la crise sanitaire, à la situation économique et nombre d'aspects sociaux.

p.2



© Photo : D.R

CRÉATION DE 3.000 POSTES D'EMPLOIS EN PRÉVISION

## Lancement du projet d'exploitation de Ghar-Djebilet en septembre

p.4

RELIZANE



Une pensée  
à la mémoire  
de nos morts  
du cimetière  
de Mouaïssia

p.8

CAN : LE TIRAGE AU SORT 17 AOÛT 2021



Des  
surprises en  
perspective

p.16



## Chiffre du jour

### Covid-19 : le vaccin Johnson&Johnson efficace à 71% contre le variant Delta

## NOUVEL AN DE L'HÉGIRE

### le Premier ministre adresse ses vœux au peuple algérien

Le Premier ministre et ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a adressé, hier, ses vœux au peuple algérien à l'occasion du nouvel An de l'hégire 1443, formant le vœu de voir le pays surmonter la pandémie de Coronavirus. «À l'occasion de l'avènement du nouvel An de l'hégire 1443, je vous présente mes meilleurs vœux, priant Allah Tout-Puissant que cette année apporte bonheur et prospérité à notre pays et à l'ensemble de la nation musulmane», lit-on sur la page officielle Facebook du Premier ministre. «L'évocation des valeurs et notions que véhiculent cette halte charnière dans l'histoire prophétique nous remplit d'optimisme de voir cette année nous apporter santé et sérénité pour réussir à surmonter l'épreuve de la pandémie et les deuils. Mes meilleurs vœux», a-t-il ajouté.

## FEUX DE FORÊTS

### Intervention de l'ANP à Tizi-Ouzou, Béjaïa, Sétif et Jijel

Des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) ont été dépêchés, dès le déclenchement des incendies lundi dans les wilayas de Tizi-Ouzou, Béjaïa, Jijel et Sétif pour éteindre les feux de forêt et évacuer les citoyens sinistrés, indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de ses missions humanitaires visant à porter aide et assistance aux citoyens lors des catastrophes naturelles et des crises, des détachements de l'ANP ont été dépêchés dès les premières heures du déclenchement des incendies, l'après-midi du lundi 9 août 2021, au niveau des wilayas de Tizi-Ouzou en 1<sup>ère</sup> Région militaire (RM), Béjaïa, Jijel et Sétif en 5<sup>ème</sup> RM, aux côtés des services de la Protection civile, pour éteindre les feux déclarés dans les zones forestières, et évacuer les citoyens sinistrés dans les villages et les localités touchées», précise la même source.

## JIJEL

### Près de 40 ha détruits lors d'incendies de forêts dans plusieurs communes

Près de 40 ha de forêts ont été détruits lors d'incendies qui se sont déclarés dans plusieurs communes de la wilaya de Jijel, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de la Protection civile. Les flammes ont dévasté près de 40 ha des forêts de Beni S'bih (commune de Settara), Beni Mehrez, Tamantout, Mechta Iskham (Ziama Mansouria) et Ouled El Arbi, a précisé la même source. Les services de la Protection civile qui ont mobilisé tous les moyens humains et matériels ont réussi aux premières heures de mardi à éteindre plusieurs incendies et poursuivent leur lutte contre d'autres foyers.

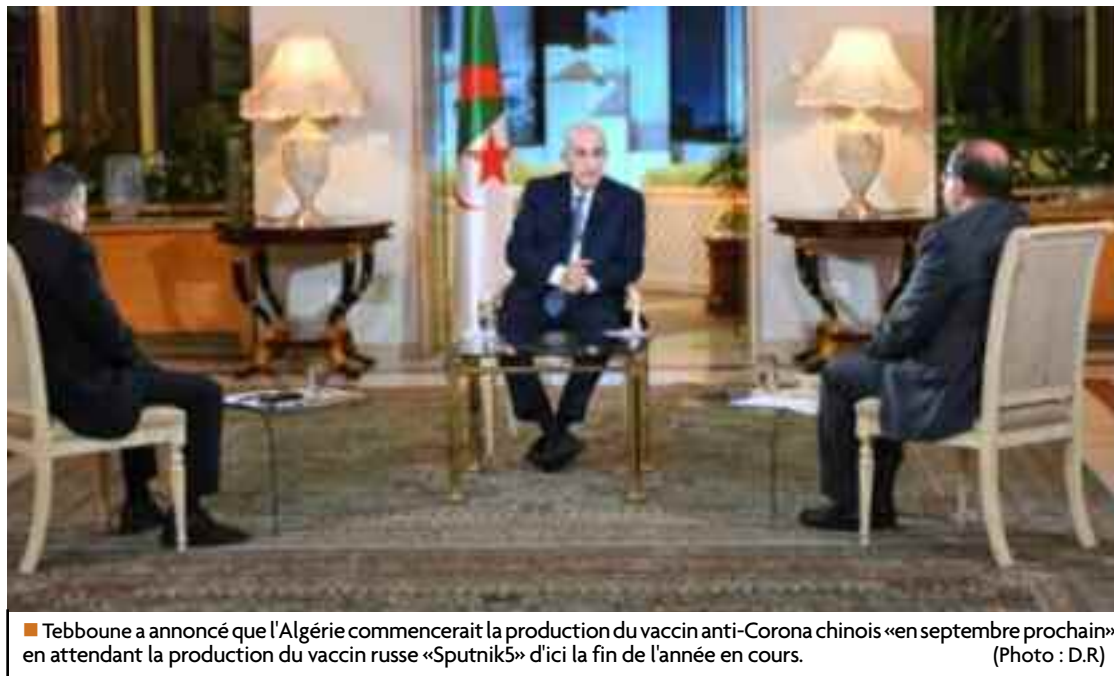
Le Président Tebboune rencontre les responsables de médias nationaux

# Des mesures annoncées pour le personnel de santé et pour les jeunes

### L'entrevue périodique avec des représentants des médias nationaux a permis au Président Abdelmadjid Tebboune d'aborder les questions liées à la crise sanitaire, à la situation économique et nombre d'aspects sociaux.

Diffusée dimanche dans la soirée, cette entrevue a été l'occasion d'annonces de mesures importantes, comme la révision prochaine des statuts particuliers des personnels de la santé et le texte de loi sur le service civil ainsi que l'augmentation de l'allocation de chômage au profit des jeunes. A propos du personnel de santé, «nous glorifions l'armée blanche qui n'a pas manqué un jour d'offrir des sacrifices pour le citoyen algérien», a déclaré le Président Tebboune. L'ensemble des éléments de ce corps «parmi les chauffeurs d'ambulances, infirmiers et médecins sont disposés à se sacrifier et les citoyens sont, en contrepartie, tenus de reconnaître ces gestes, contrairement à ceux qui tentent de détruire le pays», a-t-il souligné. Le Président Tebboune s'est dit déterminé à revoir à la hausse, en concertation avec les syndicats du secteur, les salaires de l'armée blanche, afin de barrer la route aux instigateurs et mettre en valeur les efforts et sacrifices dont ce corps a pu faire preuve. Il a loué l'élan de solidarité du peuple algérien et le soutien de la diaspora algérienne, lequel a démontré l'unité du peuple algérien.

Le président de la République a rappelé que l'Etat avait dépensé jusqu'à présent trois milliards de dollars pour l'acquisition du matériel de prévention, des vaccins et d'autres équipements. Concernant le problème de la disponibilité de l'oxygène, le Président Tebboune a expliqué que «le problème est d'ordre organisationnel et non de moyens, en raison de l'augmentation du nombre des cas Covid-19, ce qui a nécessité une adaptation avec la situation, annonçant l'acquisition de deux usines de production d'oxygène en attendant l'achat de 8 à 10 autres usines pour les mettre à la disposition des hôpitaux éloignés à l'image d'Adrar, Illizi et Tamanrasset». Il a également fait savoir que



■ Tebboune a annoncé que l'Algérie commencerait la production du vaccin anti-Corona chinois «en septembre prochain», en attendant la production du vaccin russe «Sputnik5» d'ici la fin de l'année en cours. (Photo : D.R)

l'usine de Bethioua à Oran qui litres/jour est en cours d'essai et devra produire 110.000 sera mise en service à partir de

## L'Algérie, puissance régionale

La place de l'Algérie dans l'arène internationale a été mise en avant par le Président Abdelmadjid Tebboune, lors de l'entrevue périodique avec des représentants des médias nationaux diffusée dimanche. L'Algérie est aux yeux des pays du monde «une puissance régionale» à qui on voue tout le respect, a-t-il rappelé. Le Président Tebboune a assuré que la diplomatie algérienne a recouvré récemment «sa véritable place», soutenant que les responsables africains «se sont plaints de l'absence de l'Algérie». Le rôle de la diplomatie algérienne est apparu à travers l'intervention de l'Algérie dans la crise du barrage éthiopien de la Renaissance dont la construction est contestée par l'Egypte et le Soudan. Le chef de l'Etat s'est dit «optimiste» quant au succès de l'initiative algérienne concernant ce dossier, soulignant la nécessité d'une très large interaction de la part des parties de la crise avec cette initiative. L'Algérie a également un rôle positif et décisif pour faire sortir la Libye de la situation chaotique dans laquelle l'ont placée les pays occidentaux et l'Otan avec l'assassinat de Mouammar Al Kadhafi. Les Libyens sont convaincus que «l'Algérie est à leurs côtés et n'a aucune convoitise», a souligné le Président Tebboune. La légalité en Libye ne saura être instaurée sans la tenue de la l'élection présidentielle et des élections législatives prévues la fin de l'année en cours, a-t-il souligné, faisant part de communications initiées par notre ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra avec ses homologues américain, français, russe et turque, afin de parvenir à une solution d'abord en faveur du peuple libyen.

Concernant la Tunisie, les récents développements sont une affaire interne à ce pays qui est en mesure de résoudre ses problèmes seul et sans pression étrangère, estime le Président Tebboune. Quant au dossier malien, ce dernier dira que «l'Algérie et les frères maliens sont convaincus que la solution émanera tout d'abord de l'accord de paix et de réconciliation issu du processus d'Alger qui est à l'origine de l'apaisement de la situation et grâce auquel le Nord et le Sud vivent dans un seul Etat uni».

Enfin, s'agissant du Maroc, le Président Tebboune a fait remarquer que ce pays n'avait toujours pas réagi suite au problème survenu, après la convocation par l'Algérie de son ambassadeur à Rabat pour consultation au sujet des déclarations du représentant marocain auprès des Nations unies. Sur le dossier du Sahara occidental, l'Algérie est prête à abriter toute éventuelle rencontre entre la République sahraouie et le Maroc et à mettre à leur disposition tous les moyens nécessaires, a affirmé le chef de l'Etat.

L. A.

la semaine prochaine en vue de satisfaire la demande des wilayas de l'Ouest.

Le chef de l'Etat a indiqué en outre que l'Algérie avait importé 100.000 litres et «nous en avons commandé un million de plus». Dans le même sillage, il a fait savoir que l'Algérie «produit 64% de ses besoins en médicaments, dont certains sont exportés», l'objectif étant, dit-il, «de produire 80%» des médicaments et des vaccins en Afrique. Le président de la République a également annoncé que l'Algérie commencerait la production du vaccin anti-Corona chinois «en septembre prochain», en attendant la production du vaccin russe «Sputnik5» d'ici la fin de l'année en cours. A propos de la vaccination, il a fait savoir que «jusqu'à présent, 20% des citoyens ont été vaccinés au niveau national», a-t-il indiqué, rappelant que l'immunité collective requiert «la vaccination de 65% de la population du pays».

Le Président Tebboune a également abordé les questions économiques, faisant état d'une reprise de l'économie nationale qui a enregistré un taux de croissance de 3,8% et des niveaux d'exportation jamais atteints depuis 25 ans. Ce taux se veut un indicateur important témoignant de la dynamique que connaît l'économie nationale, se traduisant aussi dans les chiffres suivants : près de 1.600 milliards DA alloués aux crédits destinés à l'investissement au niveau des banques ; 2,1 milliards de dollars en exportations hors hy-

## REPÈRE

### Mali L'Accord d'Alger au centre des discussions entre Lamamra et Wane

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a discuté mardi de l'état de la mise en œuvre de l'accord de paix au Mali avec le chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma), El-Ghassim Wane.

«Nous avons saisi cette opportunité pour faire le point sur l'état de la mise en œuvre de l'Accord de paix» issu du processus d'Alger, a déclaré El-Ghassim Wane à la presse, à l'issue de cet entretien.

Le responsable onusien a indiqué que sa discussion avec le chef de la diplomatie algérienne a porté également sur les moyens de «travailler ensemble au côté des acteurs maliens pour les aider à mener à bien ce processus».

«L'Algérie joue un rôle crucial dans le processus de paix au Mali. Elle est le chef de file de la médiation internationale et préside le Comité de suivi de l'accord», a indiqué, à ce titre, El-Ghassim Wane.

Soulignant la première priorité stratégique de la mission onusienne qui consiste à soutenir la mise en œuvre du processus d'Alger, le chef de la Minusma a relevé que l'application de l'accord d'Alger a enregistré des avancées indéniables.

«Il est évident qu'il faudra aller encore plus vite», a-t-il toutefois préconisé, déclarant que l'entretien avec M. Lamamra a permis d'«échanger ce que nous pouvons faire ensemble».

Le chef de la Minusma effectue une visite de travail en Algérie et devrait participer mercredi à une conférence sur le rôle de la Mission onusienne dans la stabilité du Mali et la sécurité de l'espace sahélo-saharien.

Agence

drocarbures et à la fin de l'année, 4 à 5 milliards dollars ; réserves de change de l'ordre de 44 milliards dollars, avec une courbe ascendante ; l'Algérie a dépensé environ 3 milliards dollars pour l'acquisition des matériels, vaccins et médicaments essentiels à la lutte anti-Covid-19. Le Président Tebboune a appelé les investisseurs à s'éloigner de la politique, à lancer des projets dans les industries de transformation et à bénéficier des avantages offerts, précisant que les banques sont prêtes à financer jusqu'à 90 % de la valeur de l'investissement. Et de noter que «les opportunités d'investissement dans le Sud, minimes, ont toutes été concrétisées par l'Etat». Enfin, le Président Tebboune a annoncé des mesures à même de résoudre la crise de la distribution de l'eau.

Lakhdar A.

Voir sur Internet  
[www.lnr.dz.com](http://www.lnr.dz.com)



## Vaccination des enseignants pour la rentrée scolaire 2021-2022 Les syndicats favorables

**Les syndicats de l'Éducation nationale participant lundi à une réunion avec le ministre du département, Abdelhakim Belabed, ont affiché leur disposition à contribuer à la campagne de vaccination au profit des personnels du secteur, afin d'assurer une rentrée scolaire «calme et sans danger».**

En marge de la rencontre, les syndicats ont indiqué, lors d'un point de presse, que l'accent était mis sur «l'éventuel report de la prochaine rentrée sociale», affichant leur disposition à contribuer à la campagne nationale de vaccination anti-Covid-19 au profit des personnels de l'Éducation, le but étant d'assurer une rentrée sociale calme et sans danger.

Dans ce sens, le président du Syndicat national des travailleurs de l'Éducation (SNTE), Abdelkrim Boudjenah a rapporté «la suggestion de reporter la rentrée au 1<sup>er</sup> octobre, pour permettre à un maximum de fonctionnaires de recevoir au moins la première dose».

Pour le SG de l'Union nationale du personnel de l'éducation (UNPE) affiliée à l'UGTA, Ferhat Chabekh, «la prochaine rentrée scolaire est tributaire des conclusions du Comité scientifique», en ce sens que la date fixée préalablement peut être maintenue si la situation sanitaire s'améliore. Le cas échéant, «il vaudrait mieux reporter ce rendez-vous». Intervenant à cette occasion, le prési-



■ Le système de découpage pédagogique a prouvé son efficacité et a été salué par les parents d'élèves, en particulier durant la saison passée. (Photo : D.R)

dent de l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (UNPEF), Sadek Dziri estime que «la date fixée par la tutelle demeure inchangée», toutefois, la décision finale revient au Comité scientifique.

M. Dziri a également exprimé la disposition des syndicats de jouer leur rôle dans la sensibilisation du personnel du secteur, avec les différents moyens disponibles en vue d'assurer la vaccination d'un plus grand nombre de fonctionnaires et de parvenir à une immunité collective et une protection pour tous.

De son côté, le Secrétaire général du Conseil des lycées d'Algérie (CLA), Zoubir Rouina a affiché la disposition du syndicat de contribuer à la sensibilisation du personnel du secteur à la nécessité de se faire vacciner contre le nouveau Coronavirus, et ce, en coordination avec les médecins.

Pour sa part, le président de la

Fédération nationale des travailleurs de l'éducation (FNTE), Belamouri Laghid a affirmé que cette rencontre était une occasion pour appeler la communauté éducative à «fédérer leurs efforts en vue d'un élan national et à la nécessité de se faire vacciner pour une immunité collective dans ce secteur qui s'apprête à accueillir 10 millions d'élèves qui pourront constituer un danger pour leurs parents en cette circonstance sanitaire».

M. Belamouri a en outre souligné la disposition des syndicats de contribuer «avec force» à la campagne de vaccination au profit du personnel du secteur de l'Éducation nationale.

Par ailleurs, ajoute-t-il, cette rencontre a été l'occasion pour aborder plusieurs dossiers pédagogiques et éducatifs liés à la rentrée scolaire, dont notamment le système de découpage pédagogique qui a prouvé son efficacité et a

été salué par les parents d'élèves, en particulier durant la saison passée.

Evoquant les préoccupations des enseignants quant au manque d'encadrement, le président de la FNTE a affirmé que le partenaire social œuvrait à intervenir pour l'ouverture des postes d'emploi à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire.

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed a entamé lundi des rencontres de «concertation» avec les syndicats du secteur, après celles tenues avec les associations des parents d'élèves, lors desquelles il a appelé les partenaires sociaux, dont 24 syndicats, à contribuer à la campagne de vaccination au profit du personnel du secteur afin de garantir une rentrée et une année scolaire «sécurisée», au vu de la situation sanitaire liée à la pandémie de Covid-19.

**Djamila Sai**

## Un élan de solidarité envers les familles des victimes

### Des incendies «criminels» ont ravagé la Kabylie

Youcef Ould Mohamed a observé que «le déclenchement simultané d'une trentaine de feux, dont dix importants, dans différentes communes de la wilaya le jour même ou un bulletin météorologique spécial (BMS) lance une alerte caniculaire, ne peut avoir une origine naturelle».

«De par notre expérience, il est impossible que l'origine de ces départs de feux soit naturelle, il s'agit d'incendies criminels», a-t-il dit.

Une cellule de crise a été installée au niveau du secrétariat général de la wilaya et les interventions des agents de la Protection civile et de la Conservation des forêts de Tizi-Ouzou épaulés par les éléments de l'Armée nationale populaire, de la Gendarmerie nationale et par de nombreux citoyens et appuyés par les moyens humains et matériels d'autres wilayas (Alger, Bouira, Boumerdès, Médéa, Bordj Bou-Arréridj) se poursuivent la nuit de lundi à mardi afin de préserver, en priorité les vies humaines.

En effet, des villages dans plusieurs localités notamment à Ath Yenni et Larbaa N'Ath Irathen, se sont retrouvés cernés par les flammes, poussant les familles à fuir leurs maisons dans une atmosphère de panique.

Les différents corps en intervention sur le terrain se chargent de leur évacuation, alors qu'un élan de solidarité avec les familles sinistrées s'est spontanément mis en place.

Plusieurs particuliers se sont manifestés pour mettre à la disposition des familles dont les maisons ont brûlé, des appartements. D'autres structures dont des salles des fêtes et des établissements de jeunesse ont été aussi préparées pour les accueillir, a-t-on appris des associations et autres initiateurs de ces actions.

Un bilan provisoire de la Conservation des forêts fait état de quatre morts (deux à Ath Yenni, un à Azazga et un à Yakourene) et de trois blessés dans un grièvement brûlé, en plus d'importants dégâts matériels et des

pertes énormes en couvert végétal, cheptel et arbres fruitiers notamment des oliviers.

Il faut signaler que 72 incendies ont été enregistrés depuis lundi à travers 14 wilayas, dont 41 incendies n'ont pas été circonscrits encore, a rapporté l'agence officielle, en citant le directeur général des Forêts, Ali Mahmoudi.

Outre la wilaya de Tizi Ouzou, les incendies de forêts déclenchés, lundi soir, ont touché les wilayas de Tébessa, Oum El-Bouaghi, Sétif, Jijel, Médéa, Béjaïa, Blida, Khenchela, Bouira, Guelma, Bordj Bou-Arréridj, Boumerdès, Tiaret et Skikda, a souligné le même responsable.

Quant au bilan des victimes, le DGF a fait état, jusqu'à présent, de 7 morts, notant que deux agents relevant des services des Forêts ont également été blessés. Revenant sur l'origine de ces incendies, M. Mahmoudi a indiqué que la hausse des températures ne peut pas être l'unique cause de ces feux de forêts».

**Djamila Sai**

## PROTECTION CIVILE

### Bilan

### 36 feux de forêt déclarés dans plusieurs wilayas, dont 19 à Tizi Ouzou

Les services de la Protection civile ont enregistré, mardi matin, 36 incendies déclarés dans 18 wilayas faisant 6 morts à Tizi Ouzou et 1 autre à Sétif, indique un communiqué des mêmes services.

Les services de la Protection civile ont enregistré, le mardi 9 août, le déclenchement de 36 incendies au niveau de 18 wilayas dont 19 à Tizi Ouzou outre d'autres incendies enregistrés dans les wilayas de Tébessa, Jijel, Khenchela Médéa, Tiaret, Sétif, Béjaïa, Bouira, Bordj Bou-Arréridj, Skikda, Boumerdès, Guelma, Blida, El Tarf et Annaba, a précisé la même source.

Les plus grands incendies ont été enregistrés à Tizi Ouzou où 19 incendies ont été signalés à Akbil, Idjeur, Aït Toudert, Ath Yenni, Abi Youcef, Ifigha, Larbaa Nath Irathen, Ouacif, Beni Douala, Yatafen, Illoula, Ouadhia et Ain El-Hammam, a ajouté la même source.

Douze incendies ont été circonscrits jusqu'à présent à Tizi Ouzou et plusieurs autres dans les wilayas de Bouira, Bordj Bou-Arréridj, Skikda, Boumerdès, Guelma, Khenchela, Tébessa et Blida», selon la même source.

La Protection civile a mobilisé «des ressources humaines et matérielles énormes en vue de l'extinction des feux de forêts, notamment dans la wilaya de Tizi Ouzou, avec 12 colonnes mobiles de l'Unité nationale d'entraînement et d'intervention et trois colonnes dans les wilayas de Boumerdès, Bordj Bou-Arréridj, Bouira, Médéa, Sétif, Naâma, El-Bayadh et Tizi Ouzou, en sus de deux hélicoptères, de 900 agents de différents grades et 200 camions d'extinction», a rappelé la même source, ajoutant que «l'opération d'extinction des feux de forêts se déroule sous la direction du Directeur général de la Protection civile».

«Ces incendies ont causé plusieurs dégâts en termes de couvert végétal, entraînant le décès de sept personnes, dont six à Tizi Ouzou, une personne à Sétif (femme âgée de 23 ans), une personne, âgée de 65 ans, dans la commune d'Ait Yenni et une autre (52 ans) à Ait Bouhouni dans la commune d'Azazga. Il s'agit en outre d'une personne (28 ans) dans le village de Tenghicht dans la commune d'Azazga, d'une autre au village d'Ifigha (même commune), d'une autre qui est décédée au niveau de l'hôpital suite aux blessures de troisième degré, et d'une personne, âgée de 85 ans, dans la commune de Sidi Abdelaziz (wilaya de Sétif)», ont déploré les services de la Protection civile.

**Djamila Sai**

## BRÈVE

Climat

### Chaleur caniculaire dans plusieurs wilayas du pays

Une chaleur caniculaire avec des températures atteignant ou dépassant 44 degrés Celsius a affecté plusieurs wilayas du pays à partir d'hier, a indiqué un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie.

Placée au niveau d'alerte orange, la canicule a touché les wilayas de Aïn Defla, Médéa, Bouira, Tizi-Ouzou, Mila, Constantine, Guelma, Souk Ahras, M'Sila et l'Ouest de Batna, avec des températures atteignant ou dépassant 44 degrés Celsius, pouvant atteindre localement 46 C/47 C et ce, d'hier jusqu'à aujourd'hui à 21h00 au moins, a précisé le bulletin.

Les autres wilayas concernées par cette chaleur caniculaire sont Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba et El Tarf, avec des températures dépassant 40 C mais pouvant dépasser localement les 44 C/46 C sur le Sud des wilayas s'étalant jusqu'à aujourd'hui à 21h00 au moins. Les wilayas de Sidi Bel-Abbès, Mascara, Relizane et Chlef sont, elles aussi, touchées par cette canicule, avec des températures atteignant ou dépassant les 44 C et ce mercredi à 12h00.

**Agence**



Création de 3.000 postes d'emplois en prévision

## Lancement du projet d'exploitation de Ghar-Djebilet en septembre

«Le démarrage éventuel du projet d'exploitation de la mine de fer de Ghar-Djebilet (Tindouf) sera déterminé au mois de septembre prochain selon les résultats d'études réalisées par un groupe chinois», a déclaré, avant-hier, le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, à Alger, estimant que «le lancement des travaux de réalisation permettra la création de près de 3.000 postes d'emplois».



■ Toutes les démarches sont entreprises par le ministère de l'Énergie et des Mines et leur partenaire chinois afin de franchir le premier pas et exploiter tout le potentiel minier qui n'a pas encore été mis en œuvre. (Photo : DR)

Après plusieurs décennies de tergiversations marquées par le désintérêt des autorités qui ont échoué dans leur quête d'un partenaire fiable et sérieux pour le lancement de l'exploitation de ce gisement de fer, le ministre de l'Énergie et des Mines a réussi à signer un mémorandum d'entente avec un consortium chinois pour le lancement de l'exploitation de ce site minier et le développement des différents blocs du projet de fer.

Les discussions engagées avec le partenaire chinois qui cofinance ce projet ont enregistré une avancée plutôt satisfaisante et décisive pour entamer la première phase de l'exploitation de la mine de Ghar-Djebilet.

«Dans une première phase, il sera procédé à l'exploitation de la partie Ouest de la mine jouissant de réserves de 1,7 md de tonnes», a fait savoir le premier responsable du secteur qui a mis l'accent sur l'importance d'accélérer la mise en exploitation de ce méga projet qui «vise à garantir et à sécuriser l'approvisionnement des usines nationales de métallurgie et de sidérurgie en matières brutes et la

promotion des recettes hors hydrocarbures», a-t-il indiqué. Répondant aux questions des médias, en marge de la signature d'un protocole d'accord pour la création d'une société de transformation chimique des phosphates entre le groupe industriel Engrais et Produits Phytosanitaires (Asmidal) et le groupe Manadjim El Djazaïr (Manal), le ministre de l'Énergie et des Mines a qualifié l'exploitation de ce gisement de fer de perspective intéressante pour le développement de l'industrie minière et pour le pays dans l'avenir.

Toutes les démarches sont entreprises par le ministère de l'Énergie et des Mines et leur partenaire chinois afin de franchir le premier pas et exploiter tout le potentiel minier qui n'a pas encore été mis en œuvre. A propos de l'activation des moyens idoines pour relancer ce secteur, M. Arkab a souligné le rôle important du partenaire chinois dans le démarrage du projet, assurant qu'un important groupe chinois est en train d'étudier tous les aspects de ce pro-

jet, incluant des études techniques, mais aussi des études en termes de sa faisabilité jusqu'à sa finalisation, en incluant la phase de commercialisation». «Les résultats d'un éventuel démarrage de ce projet seront connus au mois de septembre prochain», a-t-il ajouté.

Dans cette perspective, M. Arkab s'est réuni la semaine dernière avec les responsables des départements concernés par le projet d'exploitation de la mine de fer de Ghar-Djebilet (Tindouf) et celui de la transformation du phosphate à l'Est pour discuter de la mise en œuvre de «la feuille de route tracée dans le cadre de la stratégie nationale de développement et de valorisation des ressources minières et en application du programme national des grands projets structurels visant la relance du secteur minier, en exécution des instructions du président de la République», a indiqué un communiqué sanctionnant cette réunion. Plusieurs autres réunions ont été organisées par le ministère de tutelle depuis la signature du mémorandum d'entente entre

l'Entreprise nationale de fer et de l'acier (Feraal) et un consortium d'entreprises chinoises constitué des entreprises CWE, MCC et Heyday Solar, fin mars dernier. Ce document prévoit, pour rappel, «un cofinancement du projet par la partie chinoise, avec un coût d'investissement qui ne devrait pas dépasser les 2 milliards de dollars», selon les déclarations faites par le ministre.

Depuis début 2020, l'Algérie a relancé l'inventaire minier pour explorer davantage son sous-sol afin de développer le secteur et s'affranchir de sa dépendance au pétrole.

Le ministère de tutelle a annoncé à l'époque le lancement «d'un programme minier prévoyant 26 projets de prospection et d'exploration de ressources minérales pour une valeur globale de 1,8 milliard de dinars, dont principalement, le lancement éminent du projet d'exploitation de fer de Ghar-Djebilet qui contient des réserves de 3,5 md tonnes de fer (haute concentration de phosphore)».

Samira Tk

Création d'une société de transformation chimique des phosphates

## L'investissement global évalué à 396 millions de dollars

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, lors de la signature, avant-hier, à Alger, d'un protocole d'accord pour la création d'une société de transformation chimique des phosphates signé lundi à Alger entre le groupe industriel Engrais et Produits Phytosanitaires (Asmidal) et le groupe Manadjim El Djazaïr (Manal) a insisté sur «le respect des délais de réalisation (4 ans) de ce projet 100% algérien et financé localement et qui permettra à l'Algérie d'épargner des sommes considérables en devises». «L'investissement global du projet est estimé à 396 millions de dollars pour un chiffre d'affaires annuel prévisionnel de 173 millions de dollars», selon le P-DG du groupe Asmidal, Mohamed Tahar Heouaine. Ce projet de partenariat public/public, baptisé «Projet Phosphate Di-Calcique/Mono Calcique et Triple Super Phosphate» vise à «valoriser le phosphate en proposant une substitution à l'importation des produits issus de ce produit», a indiqué un communiqué du ministère de l'Énergie et des Mines.

Par la même occasion, M. Arkab a annoncé, que «le démarrage des travaux prévus en décembre prochain du projet de phosphate intégré de Bled El Hadba, qui traversera quatre wilayas à savoir Tébessa, Souk Ahras, Annaba et Skikda, est en cours et la prochaine phase sera celle de l'étude des dossiers de soumission (une trentaine de soumissionnaires) avant la signature du contrat». Intervenant en marge de la cérémonie de signature de cet accord, le président du groupe Manal, Mohamed Sakhr Harami a souligné que «ce projet a pour objectifs la transformation chimique et la valorisation du phosphate», précisant que «l'Algérie recèle d'importants gisements de phosphate situés dans la région de Bir El Ater (wilaya de Tébessa), avec des réserves estimées à plus de deux (2) milliards de tonnes de cette matière première».

«Le projet de partenariat public/public sera localisé à l'Aouinet dans la wilaya de Tébessa», a-t-il ajouté. La société se chargera, également de fabriquer «le Phosphate Mono et Di-Calcique, re-

présentant les éléments de base de l'alimentation de bétail et de volaille, mais aussi de l'engrais phosphaté dit «Triple Super Phosphate», utilisé dans l'agriculture et dont le marché ne cesse d'évoluer», a expliqué M. Harami. Ainsi réduire la facture d'importation de ces deux produits qui a dépassé «en 2019, à 4,6 milliards de dinars».

Concernant le délai de réalisation, le P-DG du groupe Asmidal, Mohamed Tahar Heouaine a affirmé que «le projet sera réalisé en deux phases : 50% du projet global sera opérationnel dans un délai maximal de 4 ans, après son lancement, et permettra de satisfaire le marché national et d'exporter l'excédent», estimant que la réalisation de ce projet «contribuera à la création de 700 postes d'emplois durant la phase réalisation, dont 300 postes permanents durant l'exploitation, en plus des emplois indirects liés au transport, la distribution et la maintenance».

Samira Tk

### STATUT

ONS

#### Plus de 194.000 entreprises dotées du NIS en 2020

Le nombre d'entreprises de statut juridique de personne morale, dotées d'un numéro d'identification statistiques (NIS) a atteint 194.567 au 30 juin 2020, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS). Ainsi, le nombre d'agents économiques inscrits au répertoire des personnes morales a connu une augmentation de 8.418 unités par rapport au 30 juin 2019 (+4,52 %) et de 4.038 unités par rapport au 31 décembre 2019 (+2,12 %), précise l'ONS. Les entrées dans le répertoire national des entreprises au premier semestre 2020 sont de 4.005 entreprises qui ont fait l'objet d'une première identification par l'ONS, contre 5.056 entreprises au premier semestre 2019, soit une baisse de 20,79%. Par rapport au deuxième semestre 2019 où le nombre de création est de 4.278 entreprises, les entrées dans le répertoire national des entreprises ont diminué légèrement de 6,38 %.

Le rythme de création d'entreprises par secteur d'activité durant le premier semestre 2020 a concerné notamment le secteur du commerce avec 1.497 entreprises créées, ce qui représente 37,38% du nombre global des entreprises créées au cours de cette période (4.005 entreprises).

Le secteur de l'industrie manufacturière vient en deuxième position avec 759 entreprises, représentant un taux de 18,95% du nombre global des entreprises créées. Il est suivi par le secteur de la construction qui s'est vu renforcer par la création de 788 entreprises, soit 19,67%. S'agissant de la répartition régionale des entreprises créées au 30 juin 2020, l'ONS relève une concentration au niveau de la région Centre du pays avec 2.073 entreprises, soit 51,76% de l'ensemble des nouvelles créations (qui sont au nombre de 5.056 entreprises).

La région Est vient en deuxième position avec 1.037 entreprises (25,89%), suivi de la région Ouest avec 655 entreprises (16,35%) et le Sud avec 240 entreprises (5,99%).

Quant à la répartition des créations d'entreprises par wilaya durant la période considérée, la capitale s'accapare la part du lion avec 1.244 créations, ce qui représente 31,06% du nombre global des entreprises créées. Oran a occupé la deuxième position avec 353 entreprises (8,81%), suivie de Sétif avec 221 entreprises (5,52%), Constantine et Béjaïa avec 170 entreprises chacune (4,24%), Blida avec 199 (3,94%), Tizi Ouzou avec 166 (4,14%). Par ailleurs, le nombre d'entreprises radiées du répertoire national des entreprises au premier semestre 2020 est de 1.912 entreprises, selon l'ONS. «Il y a eu un regain des radiations d'entreprises par rapport à 2019, qui s'est traduit par une augmentation de 182 entreprises radiées par rapport au premier semestre 2019 (1.730 entreprises), soit 10,52 %, et une baisse de 864 entreprises radiées par rapport au deuxième semestre 2019 (2.776 entreprises), soit 31,12 %», lit-on dans le bilan de l'office.

Agence



**INFO EXPRESS**

**Décès d'un jeune marocain après s'être immolé par le feu**

Un jeune marocain est mort après s'être immolé par le feu en protestation à la saisie de sa charrette par des agents d'une petite ville près de Casablanca, a indiqué lundi sa famille. Yassine Lekhmi, 25 ans, transporteur informel de passagers, est décédé samedi dans un hôpital de Casablanca, la capitale économique du pays «des suites de ses blessures», a précisé son frère Ahmed Lekhmi. Le jeune homme s'était immolé par le feu le 28 juillet devant la commune de Sidi Bennour pour protester contre la saisie «injuste» de sa charrette mais également parce qu'«il nous a confié avoir subi de violences de la part des autorités», a dit le frère. La famille du jeune transporteur «réclame l'ouverture d'une enquête», a ajouté le frère. Plusieurs centaines de personnes ont manifesté lundi en fin de journée à Sidi Bennour réclamant que «justice soit rendue à Yassine», selon une vidéo diffusée par un média local. Le Maroc a connu ces dernières années des cas d'immolation par le feu, comme geste ultime de protestation de personnes vulnérables économiquement et travaillant en majorité dans le secteur informel, qui représente 30% du PIB, selon les estimations de la banque centrale du Maroc. Des rapports nationaux et internationaux alertent souvent sur les disparités sociales du pays et sur la nécessité d'intégrer le secteur informel dans le tissu économique national. ■

**Accidents de la circulation**

**27 morts depuis janvier dernier à Illizi**

**27 personnes ont trouvé la mort et 138 autres ont été blessées dans 85 accidents de la circulation survenus durant les sept premiers mois de l'année en cours au niveau du réseau routier de la wilaya d'Illizi, ont rapporté dimanche les services de la direction de la Protection civile (PC).**

Ce bilan est jugé «tragique» en termes de victimes d'accidents de la route comparé à la même période de l'année précédente, au cours de laquelle sept (7) décès ont été enregistrés sur les routes, a indiqué à l'APS, le chargé de la communication, le capitaine Mansouri Abdelghani. La hausse «sensible» des accidents de la circulation est imputé à plusieurs facteurs, mais la cause principale est le



facteur humain qui est derrière au moins 90% des accidents enregistrés. Il s'agit notamment du non-respect des

règles de la sécurité routière, de l'excès de vitesse et de la conduite en état de fatigue et de somnolence.

**Tizi-Ouzou : Quatre morts et trois blessés dans les incendies**

Quatre personnes sont mortes et trois autres ont été blessées dans les incendies qui se sont déclarés, lundi dans plusieurs communes de la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris, du conservateur local des forêts. Youcef Ould Mohamed a indiqué à l'APS que ces incendies ont causé la mort de deux personnes à Ath Yenni, d'une autre à Yakourene et d'une quatrième à Azazga, a-t-il déploré, précisant à propos des blessés, qu'ils s'agit d'un citoyen grièvement blessé à Ifigha et de deux forestiers blessés

lors des opération d'extinction des feux. Parmi les incendies les plus menaçants, ceux d'Ath Yenni et de Larbaa n'Ath Irathen, où les flammes sont arrivées à proximité des habitations, ce qui crée un mouvement de panique parmi les populations, qui ont quitté leurs domiciles, a-t-on appris de sources locales. Une trentaine d'incendies ont été enregistrés dans plusieurs localités de la wilaya et la canicule ainsi que le vent fort qui souffle sur la wilaya propage les flammes et rend les opérations

d'extinction difficiles, a observé, M. Ould Mohamed. Une cellule de crise a été installée au niveau de la wilaya. Des renforts ont été dépêchés de nombreuses wilayas et des hélicoptères de lutte contre les incendies ont été mobilisés. Plusieurs corps participent aux opérations d'extinction et d'évacuation des familles menacées, la protection civile, les forêts, l'Armée nationale populaire, la Gendarmerie nationale, les communes, les chasseurs et de nombreux citoyens.

**UA : l'Algérie parvient à programmer une séance pour revoir la décision d'octroi à Israël le statut d'observateur**

L'Algérie est parvenue, par voie diplomatique, à introduire la décision du président de la Commission de l'UA, Moussa Faki d'accorder à Israël le statut d'observateur auprès de l'organisation panafricaine à l'ordre du jour du prochain Conseil exécutif de l'Union africaine (UA), pour statuer sur les réserves exprimées par des Etats membres ayant rejeté l'adhésion de l'entité sioniste

à l'organisation continentale. La décision de Moussa Faki «d'inscrire les réserves exprimées par les Etats membres de l'UA concernant cet accord à l'ordre du jour du prochain Conseil exécutif de l'UA» intervient suite à la position forte de la diplomatie algérienne qui a précisé que «cette décision, prise sans le bénéfice de larges consultations préalables avec tous les Etats membres, n'a ni la vocation,

ni la capacité de légitimer des pratiques et comportements dudit nouvel observateur qui sont totalement incompatibles avec les valeurs, principes et objectifs consacrés dans l'Acte Constitutif de l'Union Africaine». «La récente décision du Président de la Commission de l'Union Africaine (UA), d'accueillir un nouvel observateur qui relève de ses prérogatives administratives n'est pas de nature à alté-

rer le soutien constant et actif de l'organisation continentale à la juste cause palestinienne», a écrit le MAE, soulignant que «les modes de fonctionnement de l'UA ne permettent aucune possibilité pour les quatre-vingt-sept Etats observateurs extra-africains d'influencer les positions de l'Organisation continentale, dont la détermination est la compétence exclusive de ses Etats membres».

**INFO EXPRESS**

**Nouvel An de l'hégire Le Président Abdelmadjid Tebboune adresse ses vœux au peuple algérien**

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a adressé, avant hier, ses vœux au peuple algérien à l'occasion de l'avènement du nouvel an de l'hégire 1443. Dans un tweet sur son compte officiel, le président de la République a présenté au peuple algérien ses meilleurs vœux à l'occasion de la nouvelle année de l'Hégire, priant Dieu Le Tout-Puissant de nous entourer de la grâce, de la bénédiction et des bienfaits, de lever la pandémie et de nous accorder santé et bien-être. «Je prie le Tout-Puissant d'accorder Sa miséricorde à tous ceux qui nous ont quittés et le rétablissement à tous les malades», a-t-il ajouté.

**Covid-19 «92% des contaminations sont dues au variant Delta»**

Le Directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), Docteur Fawzi Derrar, s'est exprimé, ce lundi 9 août, sur la situation épidémiologique liée à la Covid-19 en Algérie, qui fait face depuis plusieurs semaines à une troisième vague de contaminations due à la propagation du variant Delta. «Actuellement en Algérie, 92% des contaminations sont dues au variant Delta», a révélé Dr Derrar. «On se rapproche de 100% et ça, ce n'est pas surprenant et on l'a vu dans les pays européens qui sont arrivés très vite à 90% des cas», a-t-il dit sur les ondes de la radio chaîne 3. Selon le DG de l'Institut Pasteur : «Actuellement, l'épidémie du Covid-19 qu'on vit est quasiment due au variant Delta». Pour Dr Derrar, cette troisième vague est un avertissement pour ce qui va venir. Il a estimé que si on n'est pas correctement vacciné, on n'est pas à l'abri de plusieurs vagues de la Covid-19. «Il est extrêmement important de vacciner vite pour essayer d'éviter d'autres vagues qui pourraient être aussi meurtrières», a-t-il dit. «Pour ne plus avoir de pression sur les hôpitaux, il faut agir en amont, et agir en amont, c'est se faire vacciner», a-t-il expliqué.

Publicité

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
ولاية بجاية-دائرة بجاية-بلدية بجاية  
المجلس الشعبي البلدي  
مصلحة م.ت.ش.ق  
رقم : 2021/349  
إعلان لإعداد شهادة الحياة  
تطبيقا للمرسوم رقم 91/254 المؤرخ في 27 جويلية 1991، قدم السيد: 01 - بوتليوة خلاف، المولود(ة) ب: بجاية ولاية بجاية في 1965/09/11.  
العنوان: بجاية.  
ملف يتضمن طلب تسليم شهادة الحياة للعقار التالي: قطعة أرضية عارية تقع ببلدية بجاية دائرة بجاية ولاية بجاية بالمكان المسمى " دار مشعيب" تقدر مساحتها بـ (421.00) م<sup>2</sup>.  
يحدّها:  
من الشمال: ملكية سقوالي رزاق.  
من الجنوب: ملكية بودراهم سماعيل و سليمان.  
من الشرق: ملكية ورثة بوتليوة راجح.  
من الغرب : ملكية بوتليوة خلاف و ممر مشترك.  
فعلى كل شخص له مطالب أو اعتراضات على تحرير هذه الشهادة أن يقدمها إلى مقر بلدية بجاية مديرية التنظيم والشؤون القانونية لمدة أقصاها شهرين (02) من تاريخ نشر هذا الإعلان.  
للإعلان

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
ولاية بجاية، دائرة أقبو، بلدية أقبو  
مصلحة الشؤون الإجتماعية، الثقافية والرياضية  
مكتب النشاط الثقافي، الرياضي والجمعي  
الرقم: 2021/33  
نموذج إشهاري  
تجديد مكتب الجمعية  
طبقا لأحكام القانون رقم : 06/12 المؤرخ في 12 يناير 2012 م المتعلق بالجمعيات، ولا سيما المادة 18 منه، بناء على محضر الجمعية العامة المنعقدة بتاريخ 28 جويلية 2021 تم تجديد مكتب الجمعية الرياضية المسماة:  
الجمعية الرياضية لنادي ألعاب القوى أقبو  
اسم ولقب الرئيس : دهامشي عبد المجيد.  
أمين العام : بلقصور مرزوق.  
أمين المال : معلوم طارق.  
المقر : المركز الثقافي أقبو.  
للإعلان

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
ولاية بجاية-دائرة بجاية-بلدية بجاية  
المجلس الشعبي البلدي  
مصلحة م.ت.ش.ق  
رقم : 2021/297  
إعلان لإعداد شهادة الحياة  
تطبيقا للمرسوم رقم 91/254 المؤرخ في 27 جويلية 1991، قدم السيد: 01 - مجبر ناجي، المولود(ة) ب: أقبو بلدية أقبو ولاية بجاية في 1996/11/14.  
02 - مجبر مراد، المولود(ة) ب: أقبو بلدية أقبو ولاية بجاية في 1973/06/11.  
العنوان: امسمودان - بجاية.  
ملف يتضمن طلب تسليم شهادة الحياة للعقار التالي: قطعة أرضية عارية تقع ببلدية بجاية دائرة بجاية ولاية بجاية بالمكان المسمى "تعرقوبت قرية امسمودان" تقدر مساحتها بـ (325.00) م<sup>2</sup>.  
يحدّها:  
من الشمال: ملكية شكيرو جمال.  
من الجنوب: ملكية فريق شيرو و ممر معبد.  
من الشرق: ممر معبد يؤدي الى الطريق.  
من الغرب: طريق بلدي يؤدي الى طريق وطني رقم 24.  
فعلى كل شخص له مطالب أو اعتراضات على تحرير هذه الشهادة أن يقدمها إلى مقر بلدية بجاية مديرية التنظيم والشؤون القانونية لمدة أقصاها شهرين (02) من تاريخ نشر هذا الإعلان.  
للإعلان

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
ولاية بجاية-دائرة بجاية-بلدية بجاية  
المجلس الشعبي البلدي  
مصلحة م.ت.ش.ق  
رقم : 2021/287  
إعلان لإعداد شهادة الحياة  
تطبيقا للمرسوم رقم 91/254 المؤرخ في 27 جويلية 1991، قدم السيد: 01 - تركي سعيدة، المولود(ة) ب: بني جليل بلدية بني جليل ولاية بجاية في 1987/09/29.  
العنوان: قرية تيزي بجاية.  
ملف يتضمن طلب تسليم شهادة الحياة للعقار التالي: قطعة أرضية عارية تقع ببلدية بجاية دائرة بجاية ولاية بجاية بالمكان المسمى "تيزي قرية تيزي" تقدر مساحتها بـ (102.00) م<sup>2</sup>.  
يحدّها:  
من الشمال: ممر مشروع.  
من الجنوب: ممر مشروع.  
من الشرق: ملكية عكيف فريد.  
من الغرب : ملكية بن عيسى مصطفى.  
فعلى كل شخص له مطالب أو اعتراضات على تحرير هذه الشهادة أن يقدمها إلى مقر بلدية بجاية مديرية التنظيم والشؤون القانونية لمدة أقصاها شهرين (02) من تاريخ نشر هذا الإعلان.  
للإعلان



La marine britannique enquête sur les incidents

## Des pétroliers israéliens attaqués par des drones en mer d'Oman

→ Un pétrolier israélien escorté par la Royal Navy aurait été attaqué jeudi soir en mer d'Oman. Il s'agit de Mercer Street qui aurait été visé à 280 km du port d'Al Daqam en mer d'Oman. Comme les autres attaques contre les pétroliers israéliens ces 4 derniers mois, le bâtiment appartient à l'homme d'affaires israélien, Eyal Ofer qui ayant quitté la Tanzanie faisait route en direction des Emirats.

Il s'agit du second pétrolier en un peu plus d'un mois à avoir été visé dans zone. Le premier ayant été CSAV Tyn-dall. Plus amples informations restent à être communiquées, l'essentiel étant que le pétrolier semble avoir été sous escorte britannique, a indiqué un communiqué de la marine britannique. «Une société de gestion du transport maritime présidée par un milliardaire israélien a reconnu plus tard qu'un pétrolier qu'elle supervisait avait été pris pour cible lors de l'assaut mais elle a insisté sur le fait que le navire avait un propriétaire japonais». Selon cette source, «les responsables israéliens n'ont pas immédiatement reconnu l'attaque mais, elle survient dans un contexte de tensions accrues entre Israël et l'Iran». Un communiqué de l'armée britannique au Royaume-Uni a indiqué qu'une enquête était en cours sur l'incident produit tard jeudi soir 29 juillet 2021, juste au nord-est de l'île omanaise de Masirah. L'emplacement est à plus de 300 kilomètres (185 miles) au sud-est de la capitale d'Oman, Mascate.

Le groupe militaire britannique avait déclaré qu'il enquêtait sur un autre incident inexplicable dans la même région, mais sans plus de précisions aussi. Vendredi, le ministère britannique de la Défense a identifié la nationalité des propriétaires du navire mais, elle n'a pas dit davantage. Zodiac Management, basé à Londres, qui fait partie du groupe Zodiac du milliardaire israélien Eyal Ofer, a publié une déclaration affirmant que le navire était le pétrolier Mercer Street battant pavillon libérien et appartenant à des Japonais. Des informations contradictoires ont été annoncées par l'armée britannique. Informez-t-on. La 5e flotte de la marine américaine qui patrouillait au Moyen-Orient, n'a pas répondu à une demande de précision. À peine quelques heures après qu'un navire-cargo israélien appartenant au milliardaire sioniste



Il s'agit du second pétrolier en un peu plus d'un mois à avoir été visé en mer d'Oman.

Ofer a été pris pour cible d'une double attaque, le premier ayant impliqué un drone. Un navire-cargo saoudien a connu le même sort. Les sionistes paniqués ont été forcés de reconnaître l'attaque et même un bilan de 2 morts parmi leurs amis saoudiens eux ont prétendu avoir contré le raid anonyme. Avec quoi ? Al-Arabiya ne nous apprend rien et n'évoque surtout pas les Patriot qui ont régulièrement échoué à protéger les sites les plus importants du pays. La coalition saoudienne a prétendu dans un communiqué diffusé à la télévision publique avoir déjoué une frappe de drone sur un de ses navires-cargos. Elle a également accusé le mouvement yéménite Ansarallah d'être une menace pour les compagnies maritimes commerciales en mer Rouge. La coalition pro-Riyad prétend en outre que ses efforts ont contribué

à la sécurité des navires dans le détroit de Bab el-Mandeb. Alors même que les îles occupées du sud du Yémen sont devenues le terrain des alliances anti-Résistance Riyad/Tel-Aviv-/Abou Dhabi, ces attaques croisées semblent remettre en cause bien des projets saoudo-sionistes. La partie sioniste vient de publier des informations supplémentaires. La société propriétaire du navire israélien qui a été attaqué dans la mer d'Oman a annoncé dans un communiqué que deux membres d'équipage du navire ont été tués. Zodiac Maritime, une propriété du milliardaire sioniste résidant à Londres, Eyal Ofer, a déclaré que deux membres d'équipage du navire-cargo Mt Mercer Street avaient été tués lors de l'attaque. Sans fournir plus de détails, la compagnie a affirmé que les victimes étaient des ressortissants britannique et

roumain. Les rapports ont indiqué qu'une attaque initiale contre un navire sans nom s'est produite le 29 juillet 21 à 0700 UTC, 86 nm SE Al Duqm Port. Un rapport supplémentaire a ensuite été diffusé indiquant une deuxième attaque à 23 h 40 UTC. Le Mt Mercer Street aurait à son bord un équipage de 27 personnes, composé de ressortissants roumains, russes, chinois, ukrainiens, philippins, géorgiens et indiens. Le ministre israélien des Affaires étrangères, Yair Lapid, a dit vouloir porter cette affaire devant les Nations unies. «J'ai donné des consignes aux ambassades d'Israël à Washington, Londres pour qu'elles œuvrent avec leurs interlocuteurs gouvernementaux et les délégations compétentes au siège de l'ONU à New York», a-t-il indiqué, via Twitter.

Okï Faouzi

## Maroc : Soulimane Raissouni poursuit sa grève de la faim, sa demande à être hospitalisé refusée

Le journaliste marocain Soulimane Raissouni, dont l'état de santé s'est gravement dégradé, poursuivait samedi sa grève de la faim entamée il y a plus de 120 jours, et sa demande à être transféré à l'hôpital a été refusée par l'administration pénitentiaire sous prétexte que les hôpitaux sont surchargés avec des patients atteints du Covid-19. Dans un tweet, Hadjer Raissouni, journaliste également, a indiqué samedi, dans un tweet, que son oncle Soulimane «n'a pas mis fin à sa grève de la faim et n'a pas encore été transféré à l'hôpital», l'administration pénitentiaire lui invoquant

l'«absence de place au sein de l'hôpital Ibn Rochd, submergé par les malades Covid-19». Soulimane Raissouni, récemment condamné à cinq ans de prison pour ses opinions acerbes à l'encontre du régime marocain avait demandé la semaine passée, à être hospitalisé pour mettre fin à sa grève de la faim. «Il est d'accord pour suspendre sa grève de la faim mais son état de santé est tellement grave qu'il a besoin d'être hospitalisé», selon son avocat Me Miloud Kandil. Depuis plus de quatre mois, le journaliste refuse de s'alimenter pour protester contre une «grande injustice». Ces

derniers jours, son état de santé s'est «détérioré» après un malaise : «Il avait perdu conscience, il était dans une situation hideuse. Je l'ai vu lundi, j'avais l'impression de parler avec un cadavre», avait souligné mardi. Récemment, plus de 350 personnalités marocaines et étrangères ont appelé l'éditorialiste à mettre fin à sa grève de la faim. Après sa condamnation, plusieurs ONG dont le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) et Reporters sans frontières (RSF), ont appelé à sa libération «immédiate».

Agence

Ramallah

## 14 détenus palestiniens poursuivent leur grève ouverte de la faim

→ Treize détenus palestiniens dans des prisons de l'occupation israélienne, poursuivaient samedi leur grève ouverte de la faim en protestation de leur détention administrative, en plus du prisonnier Muhammad Nawara, qui est condamné à la réclusion à perpétuité, est en grève contre son isolement, a rapporté samedi l'agence Wafa. Hassan Abd Rabbo, porte-parole de la commission chargée des affaires des prisonniers et ex-prisonniers, a déclaré que les prisonniers en grève «sont déterminés à poursuivre leur lutte jusqu'à ce que leurs demandes soient satisfaites».

Il a ajouté qu'il y a également «quatre prisonniers engagés dans une grève de solidarité avec les détenus administratifs», s'attendant à ce que «le nombre de détenus solidaires de la grève augmente dans les prochains jours».

Dans une interview, à la radio «Voix de Palestine», Abed Rabbo a mis en garde, sur «la gravité de la situation sanitaire des prisonniers, notamment avec la forte canicule que connaît la

Palestine». «Des cas de fatigue intense ont commencé à apparaître chez les prisonniers, en plus de la perte de poids suite aux mauvais traitements et de la négligence de l'administration pénitentiaire», a-t-il précisé.

En plus les avocats des prisonniers sont interdits de leur rendre visite, comme punition collective.

Les détenus palestiniens ont continuellement eu recours à des grèves de la faim illimitée pour protester contre leur détention administrative illégale et exiger la fin de cette politique qui viole le droit international.

La détention administrative est l'arrestation et la détention d'une personne par l'autorité militaire israélienne, sans inculpation ni jugement, pour une durée inconnue et renouvelable indéfiniment.

Actuellement, Israël détient 540 Palestiniens en détention administrative, jugée illégale par le droit international, pour la plus part d'anciens prisonniers qui ont passé des années en prison pour leur résistance à l'occupation israélienne.

Agence



540 Palestiniens en détention illégale dans les pénitenciers israéliens.

Addis-Abeba

## L'UA condamne les attaques terroristes contre le Tchad, le Cameroun, le Burkina, le Mali et le Niger

→ L'Union africaine (UA) a condamné samedi les attaques terroristes perpétrées récemment contre le Tchad, le Cameroun, le Burkina, le Mali et le Niger. Dans un communiqué, la Commission de l'UA, affirme avoir «suivi avec une certaine inquiétude la multiplication ces derniers temps des attaques terroristes perpétrées par Boko Haram contre le Tchad et le Cameroun et par d'autres groupes armés contre le Burkina, le Mali et le Niger».

«Comme de coutume, ces attaques lâches ont visé indistinctement populations civiles et forces de défense et de sécurité, faisant des dizaines de morts et blessés», a déploré la

commission dans le communiqué, notant que «malgré les lourdes défaites qui lui ont été infligées récemment dans certains Etats de la région, le terrorisme manifeste ainsi sa réactivité et son acharnement à répandre le sang et la terreur». La commission «condamne vigoureusement cette énième folie meurtrière des terroristes, exprime toute sa compassion et sa sympathie aux pays concernés et adresse ses condoléances aux familles des victimes». Elle «encourage les Etats de la région à maintenir la pression sur les groupes terroristes et à renforcer davantage leurs efforts pour éradiquer cette gangrène».

R.I



Afin de mobiliser la population et lui redonner confiance :

## Des stratégies d'anticipation pour une économie de marché à finalité sociale, tenant compte de la réalité de la société algérienne et du nouveau monde en mutation

→ Le Président Abdelmadjid Tebboune, lors de sa rencontre avec la presse nationale, le 8 août 2021, a tracé les grandes lignes de l'instauration d'une économie de marché productive à finalité sociale, loin de tout monopole qu'il soit public ou privé, source de surcoûts et d'inefficacité économique et sociale.

Les orientations seront-elles appliquées, lui-même reconnaissant les difficultés de la transition d'une économie administrée, bureaucratisée à l'extrême, depuis plus de 60 années à une économie de marché liée à un Etat de droit, supposant de nouvelles forces sociales réformatrices qui se heurteront à la résistance des conservateurs rentiers. Force est de reconnaître et l'expérience sanitaire récente le montre clairement, mais cela concerne maints domaines, comme l'économie, les catastrophes naturelles tâtonnant au jour le jour par manque d'anticipation, essayant de résoudre les problèmes après coup, rendant urgent la planification stratégique. Certains responsables découvrent la situation de leurs secteurs en lisant la presse ou en regardant la télévision. Pour mobiliser la population s'impose un discours de vérité et le renouveau du système de communication, loin de la propagande qui a un effet démobilisateur, devant distinguer le marketing économique, social, culturel politique et sécuritaire. Cette présente contribution, d'une brûlante actualité est une réactualisation d'un chapitre consacré à la communication en faveur des réformes, de l'ouvrage collectif sous ma direction ayant réuni anthropologues, politologues, sociologues et économistes paru en 2005 à Casbah Edition (deux ouvrages 560 pages) sous le titre «Réformes et Démocratie».

**1.-Le rôle de l'intellectuel**, ou de tout cadre de la nation crédible n'est pas de faire des louanges en contrepartie d'une rente, contre productif pour le pouvoir lui-même mais d'émettre des propositions opérationnelles privilégiant les intérêts supérieurs de la Nation. A une question comment reconnaissez-vous un bon personnage politique, Churchill avait répondu : même s'il reste en conversation avec moi, plus d'une heure, je ne saurai pas s'il a dit oui ou non. Dans ce contexte avec le nouveau système de communication ou tout est enregistré, un politique doit être réservé, ne jamais s'aventurer à faire des promesses qu'il ne pourra pas tenir, s'il veut conserver sa crédibilité auprès de la population qui a en mémoire ses promesses. Il faut que les responsables politiques à tous les niveaux, se présentent avec la modestie qu'exigent l'imaginaire et le mental algérien sans tomber dans le populisme médiatique qui serait alors contreproductif. Car l'opinion publique nationale se ligue normalement autour de la femme ou l'homme rassembleur capable de lui réaliser un certain accomplissement, pouvant féconder la matrice qui forge la mobilisation populaire sous réserve de la moralité car les Algériens et en dépit des apparences sont attachés à leur passé et aux défis de leur présent. Dans ce contexte, il faut mettre en exergue la détermination à approfondir les réformes et l'alternance démocratique, qui aura pour but une vie meilleure au profit des générations présentes et futures. La population algérienne ne demande pas l'impossible mais que les responsables doivent résoudre à la fois leur quotidien mais préparent également l'avenir de leurs enfants en planifiant



des registres d'engagements renvoyant à la gouvernance : lutter contre la corruption facteur de démobilisation et la mauvaise gestion car entre 2000/ fin 2019, l'Algérie a engrangé plus de 1000 milliards de dollars en devise (98% provenant de Sonatrach avec les dérivées), une importation en biens et services dépassant les 950 milliards de dollars, sans compter les dépenses en dinars pour un taux de croissance dérisoire (23%) en moyenne annuelle alors qu'il aurait du dépasser les 9/10% avec un taux de croissance négatif de 6% en 2020 et qu'en sera-t-il en 2021 avec la paralysie de l'appareil de production, et les dépenses pour l'assainissement financier des entreprises publiques économiques selon les données du Premier ministre reprises par l'APS le 1<sup>er</sup> janvier 2020, 250 milliards de dollars ont été dépensés durant les 30 dernières années, plus de 80% étant revenues à la case de départ ; lutter contre le terrorisme bureaucratique central et local ; la lutte contre le terrorisme bureaucratique au niveau central et local, néfaste par la numérisation de tous les secteurs qui enfante la sphère informelle et la corruption. Comme note avec pertinence, un philosophe du XIXe siècle à propos de ce fléau, le but du bureaucrate est de donner l'illusion d'un gouvernement même si l'administration fonctionne à vide, en fait de gouverner une population infime en ignorant la société majoritaire, avec une triple conséquence : 1re conséquence : une centralisation pour régenter la vie politique, sociale et économique du pays ; 2e conséquence : l'élimination de tout pouvoir rival au nom du pouvoir bureaucratique ; 3e conséquence : la bureaucratie bâtit au nom de l'Etat des plans dont l'efficacité sinon l'imagination se révèle bien faible ; la prise en charges des doléances du sud pour l'obtention d'emplois et bien entendu de la majorité des autres wilayas touchés par le chômage qui selon le FMI en 2021 dépassera les 15% dont plus de 30% pour les catégories de 20/40 ans y compris les diplômés ; mettre fin à l'urbanisation anarchique, travaux mal faits, faute d'une véritable politique d'aménagement du territoire, le problème du logement suivent livrés sans VRD, des infrastructures défectueuses, les malades dans les hôpitaux avec un système de santé à revoir, une baisse de niveau de l'éducation ; corriger, tout le système financier (douane, fiscalité, domaine, banques publiques qui accaparent plus de 85% des crédits octroyés) de simples guichets administratifs, l'épineux problème du foncier urbain et agricole ; étant un devoir de solidarité intégrer les communautés marginalisées dans le pays profond, la pénurie d'eau qui engendre des maladies, les coupures d'électricité, corriger le dérapage du dinar une des sources avec la faiblesse de la productivité

de l'inflation des produits essentiels, les points noirs de circulations, négocier les facilités d'obtention des visas dans les conditions qui garantissent la dignité des algériens en n'oublant pas la diaspora, par la défense des algériens vivant à l'étranger, impliquant un renouveau de la gestion des ambassades bureaucratiques, qui doivent donner une autre image positive de l'Algérie, les projets devant entrer dans les avantages comparatifs euro-méditerranéens et africains qui constituent les espaces naturels de l'Algérie ;

**2.- De grands bouleversements géostratégiques** et une recomposition, du pouvoir mondial, avec une nouvelle division internationale du travail s'annoncent entre 2021/2030. Les contextes mondiaux font qu'aucun état si puissant soit-il, n'est maître à 100% de son développement, les choix stratégiques dépassant les jeux purement nationaux. L'égalité ne saurait signifier populisme rendant urgent de revoir la politique des subventions généralisées source d'injustice sociale, devant être ciblées, représentant 23,7% Du budget général de l'Etat et 9,4% du PIB pour l'exercice 2021 intenable dans le temps, nécessitant une mutation de l'Etat providence. L'universalité de la justice n'existant pas, dépendant du moment daté et du mouvement historique, une société dynamique en forte croissance offrant des espoirs individuels plus grands en tolérant certaines inégalités qu'une société dont l'économie est en stagnation, où l'avenir est incertain. Ainsi, la justice sociale qui ne recoupe pas l'égalitarisme est une condition de l'efficacité globale de l'économie, mais devant identifier les inégalités qui doivent être combattues (inefficaces et injustes) et trouver le niveau acceptable d'inégalité nécessaire pour assurer le dynamisme de l'économie, favoriser le couple flexibilité du marché du travail et la nécessaire cohésion sociale à travers l'action ciblée de l'Etat régulateur. L'action principale consistera à introduire l'initiative économique de tout le monde et les capacités entrepreneuriales, caractérisées par les prises de risques économiques afin d'accroître la valeur ajoutée et donc la croissance économique, la solution la plus sûre étant de s'appuyer sur la qualification des salariés qui va de pair avec la spécialisation de l'économie. L'avenir est dans les gisements importants d'emplois sur les activités de services, des emplois de proximité, ce qui implique le développement important dans les années à venir des services marchands avec l'élévation du niveau de qualification. Ainsi, l'Etat régulateur, tout en ne se substituant pas au marché, édicte les règles de jeu et les fait respecter par l'ensemble des acteurs économiques et sociaux grâce au dialogue social

**3.- Aussi, sans un retour** à la confiance, im-

pliquant une visibilité dans la gouvernance un système de communication officiel transparent, tant en direction des citoyens, des investisseurs nationaux et internationaux et des stratégies d'adaptation au nouveau monde en perpétuel changement, il ne faut pas être utopique, point de développement avec des conséquences dramatiques sur le plan socio économique et sécuritaire (voir Interview du professeur Abderrahmane Mebtoul, au quotidien gouvernemental Horizon 08/08/2021 : actions du gouvernement, rétablir d'abord la confiance Etat-citoyens). Au vu des expériences récentes, les impacts du réchauffement climatique, l'épidémie du coronavirus, les innovations technologiques en perpétuelles évolutions dont la transition numérique et énergétique, auront une influence nos comportements, sur la nouvelle structure des taux de croissance et la structure de l'emploi, les générations futures étant appelées à changer plusieurs fois d'activités nécessitant à la fois une haute qualification adaptée et une formation permanente. Le concept de crise qui doit être appréhendé dans sa véritable dimension historique et en dynamique, le monde étant en perpétuel mouvement. La crise que traverse l'Algérie, doit se hisser au niveau de la crise du monde et ne pas rester une crise de société bloquée faute de perspectives pour l'avenir d'une population et surtout d'une jeunesse angoissée et même très angoissés par les assauts de la nature, par la violence humaine et les déchéances sociales et économiques. La communication rénovée doit trouver des réponses réelles qui répondent en priorité à ces angoisses. Cette crise ne concerne pas seulement l'Algérie, mais le monde entier qui est aujourd'hui traversé par une crise des pouvoirs, d'identité avec des traumatismes sociaux, comme le montre le désintérêt vis-à-vis des partis et des sociétés civiles traditionnelles lors de différentes élections, conséquence de la marginalisation croissante de larges pans de la société et de la dominance de la sphère financière sur la sphère réelle. Or, il faut redonner l'espoir en l'avenir afin que les Algériens s'impliquent car, les réalisations futures sont à leurs portés. Aussi, sous réserve d'une nouvelle gouvernance, par la libération de toutes les énergies créatrices, l'exploitation de la crise sanitaire et économique peut être salutaire, si elle est perçue comme un demi-mal, et si elle permet une dynamique qui impliquerait les citoyens, afin de faire face aux grands défis, es expériences historiques montrant que les populations fondent leur adhésion à un projet de société fondé sur la tolérance, la diversité sociale et culturelle. Cela renvoie au concept de la citoyenneté qui ne doit pas rester aux yeux de la population comme un modèle importable, existant un lien dialectique entre la tradition et la modernité, ne devant jamais renier notre riche patrimoine historique et culturel (voir expérience des pays de l'Asie comme le Japon, la Malaisie ; ou la Chine) mais adapter nos politiques économiques, sociales, culturelles, sécuritaires et militaires au mouvement du nouveau monde. La rationalité comme l'ont montré deux grands philosophes allemands Hegel et Kant étant relative et historiquement datée et pour reprendre les propos du prix Nobel l'économiste indien, A. K Sen, toute action démocratique doit tenir compte des anthropologies culturelles spécifiques à chaque société.

**Professeur des universités  
Expert international  
D' Abderrahmane Mebtoul**



## INFO EXPRESS

### Maladies parasitaires Vers le traitement de plus d'un million de palmiers à El Oued et El M'Ghair

Plus de 1.2 million de palmiers productifs seront traités contre Boufaroua et Myelois, dans les wilayas d'El-Oued et El M'Ghair, durant la saison agricole actuelle au titre de la première phase de la campagne préventive contre les maladies parasitaires, a-t-on appris auprès des responsables de la chambre d'agriculture (CA). L'opération s'inscrit au titre du programme préventif arrêté par le ministère de l'Agriculture et du développement rural, visant à prévenir les risques des parasites qui ravagent le palmier dattier, a indiqué le secrétaire générale (SG) de la chambre Ahmed Achour.

Cette action préventive est répartie en deux phases, dont la première a été achevée et a permis le traitement de 650.000 palmiers contre le Boufaroua, à travers les palmeraies de la région, selon la même source. La seconde phase, lancée récemment, ciblera 6.800 palmiers productifs, de variété «Daglet-Nour», contre le Myelois, a-t-on ajouté. Les deux étapes de cette action préventive ont été confiées aux services de l'Institut national de protection des végétaux (INPV), qui ont traité près de 300.000 palmiers dattiers notamment dans les régions de Oued Righ, Hobba (commune de Reguiba) et Akfadou (commune de Debila), a-t-on expliqué.

Agence

## Relizane

# Une pensée à la mémoire de nos morts du cimetière de Mouaïssia

→ Dans la wilaya de Relizane, la plupart des cimetières ne sont pas épargnés par le laisser-aller et l'abandon. Ils sont laissés à leur sort au point de dire que de nos jours, rien ne se respecte ni les cimetières ni les lieux de culte, qui sont devenus par le fait de la négligence des responsables locaux et l'incivisme ambiant, un dépotoir à ciel ouvert où l'envahissement par les chiens errants et animaux domestiques se fait constater chaque jour sur les lieux.

En effet, les habitants de Mouaïssia ne semblent pas apprécier le fait que le nouveau cimetière, ouvert aux sépultures au début de l'année en cours et situé à 20 kilomètres du chef-lieu de Relizane sur un terrain nu, n'ait pas été conçu tel que l'avait décrit le wali au moment du lancement des travaux, regrettant notamment que les compléments nécessaires promus dans le projet se soient pas encore réalisés à ce jour. «Ce lieu de sépultures est complètement dépourvu d'un dispositif d'éclairage, si



bien qu'en cas d'enterrement effectué le soir, comme c'est le cas quelquefois avec les morts du coronavirus, une telle opération n'est pas aisée, même si cela se fait sous la lumière des projecteurs ou des portables. En plus, il y a le problème de l'eau qui n'est pas disponible sur place. Une cuvette qui est remplie exceptionnel-

lement le jour de la sépulture, supplée pour le moment à ce manque. Faute, par ailleurs, d'endroits ombragés, on n'a pas pensé à y planter des arbustes. En

été, ce n'est pas commode pour les accompagnateurs du mort de se trouver ainsi exposés aux dards du soleil.

N.Malik

## Aïn Beïda (Oum El Bouaghi)

# Deux morts et 3 blessés graves dans un dérapage suivi d'une collision

En dépit de la présence permanente des services de sécurité sur les différents axes routiers, la route continue de faire son lot de victimes et d'handicapes. En effet, au cours de la journée de ce dimanche (8/8/2021), les éléments de la Protection civile de l'unité secondaire de F'kirina, ont enregistré durant leurs interventions un accident mortel qui a provoqué la mort à 2 personnes et a causé des blessures différents de 3 autres. L'accident est survenu à 12h55, sur la RN-80 reliant la ville de F'kirina à celle d'Aïn Beïda, plus précisément au lieu-dit mechta Lamzara El Kahla suite à un déra-

page suivi d'une violente collision entre 2 véhicules légers de marque Peugeot 206 et une Golf. Conséquence : une dame B.S., âgée de 56 ans de profession médecin à l'EPSP de Oum El Bouaghi et un jeune homme M.K., 32 ans, décédés sur le coup. L'accident a fait également 3 blessés graves G.B., 46 ans, A.B., 41 ans et H.R., 29 ans. Toutes les victimes ont été évacuées vers l'hôpital Zerdani Salah de Aïn Beïda.

Une enquête a été aussitôt ouverte par les services compétents afin de déterminer les circonstances et les causes exactes de ce drame.

A.Remache

## Relizane

# La Sûreté de wilaya s'impose dans le respect des horaires de confinement sanitaire partiel

Les différents services de contrôle de la wilaya de Relizane ont été mobilisés pour le suivi de l'application des mesures de confinement partiel. Il s'agit, en effet, des agents des directions du commerce, des impôts, du tourisme, de l'environnement, de la Protection civile, et des forêts, en charge de veiller au respect des mesures de confinement partiel, par les commerçants, a-t-on appris de la cellule de communication près de la Sûreté de wilaya de Relizane.

En effet, les horaires de confinement sanitaire partiel durant les deux premiers jours ont été largement observés par les citoyens sous la surveillance continue des éléments de la sûreté de wilaya de Relizane. En effet, dès le premier jour, les tournées des agents de police ont été constatées dans tous les



coins de la ville. Ces derniers ont multiplié les sorties pour évaluer de visu, le degré de la prise de conscience de la population. La plupart des quartiers sensibles de la ville ont été sillonnés, pour sensibiliser davantage les habitants sur les risques de la Covid-19 et ses effets dangereux. «Restez chez vous, ne sortez que pour des cas de nécessité, protégez-vous». Tels sont les

appels lancés au moyen d'un mégaphone à partir des véhicules de police, en présence des cadres de la sûreté. Des centaines de véhicules encore en circulation, ont fait l'objet de contrôle ou de questionnements tout en informant leurs conducteurs des nouvelles mesures créées par les pouvoirs publics.

N.Malik

## BRÈVE

### Protection civile

#### Des conseils préventifs sur les risques liés à la canicule

La direction générale de la Protection civile (DGPC) a prodigué un nombre de conseils préventifs en vue de sensibiliser la population sur les risques liés à la canicule qui touche plusieurs wilayas du pays, indique lundi un communiqué de la DGPC. Suite à la canicule qui touche plusieurs wilayas du pays durant la période allant du 9 au 10 août 2021, la Direction générale de la Protection civile a prodigué des conseils préventifs, afin de "sensibiliser" les citoyens

quant aux risques de cette canicule, les invitant ainsi au "respect strict" des consignes de prévention, précise le communiqué. La Protection civile recommande, à cet effet, de ne pas s'exposer au soleil, en particulier les personnes âgées et celles atteintes de maladies chroniques, ainsi que les enfants", comme elle conseille les citoyens à fermer les volets et les rideaux des façades exposés au soleil pendant la journée et les ouvrir la nuit pour laisser pénétrer la fraîcheur. Elle invite également les citoyens à provoquer des courants d'air dès que la température extérieure est plus basse que la température intérieure, éviter les endroits confinés et baisser ou éteindre les lumières électriques et éviter de se déplacer pendant cette période, sauf en cas de nécessité.

Agence



Le journaliste Lakhdar Ferrat :

## «Les islamistes sont un vrai danger pour l'Algérie»

**Avec tout ce que l'Algérie a subi comme massacres et attentats lors de la décennie noire, à votre avis, a-t-on appris la leçon de ce qu'il s'est passé ? N'y a-t-il pas un risque que nous revivions le même cauchemar que pendant les années 1990 ?**

L'Algérie n'a tiré aucune leçon de ce qu'elle a subi dans les années 1990 : des milliers de morts et plus ou moins un million de cadres qui se sont exilés, l'équivalent de ce qu'a produit l'université algérienne en douze ans. Malgré tous les sacrifices, elle considère que l'islamisme n'est pas un danger pour le pays. C'est comme si nous étions aveugles. Après tant d'années, nous sommes revenus aux discours islamistes haineux et qui vilipendent, comme l'a fait Bengrina, l'élite du pays en la traitant de vendue, sans que la justice bouge le petit doigt.

Cette même justice qui veut forcer le destin et instaurer le rite wahhabite en Algérie, contre la référence religieuse nationale, comme on l'a vu lors de l'application du 144 bis. Les calculs politiques internes et les fausses alliances ont fait du mouvement islamiste algérien qui devait disparaître ce qu'il est actuellement, soit un outil d'alliance politique dangereuse pour l'Algérie au moment où le monde entier a pris conscience du danger réel des islamistes.

L'Algérie, qui devait être un exemple de l'anti-islamisme, sachant ce qu'elle a vécu et enduré, est devenue, au contraire, un havre de paix pour les islamistes et un pays qui risque de passer très bientôt entre leurs mains dans une grave compromission que nous voyons se dérouler sous nos yeux. C'est tout simplement scandaleux.

La corruption qu'a connue l'ère Bouteflika a beaucoup bénéficié aux islamistes et nous ne voyons aucun d'entre eux devant les tribunaux. Ils sont, au contraire, proches de la prise de pouvoir qu'il faut absolument empêcher pour reconstruire le pays sur le socle nationaliste afin d'éviter son effondrement. La responsabilité des dirigeants de cette période est entièrement engagée.

Ils ont combattu le terrorisme armé mais ont échoué à doter le pays d'un système qui permettrait à l'Algérie d'échapper à tout risque de retour en arrière.

Les défenseurs des fameux grands dossiers de réforme de l'Etat que Bouteflika voulait réaliser et qui est soi-disant concrétisée aujourd'hui sont des gens qui se sont enrichis et d'autres se cachent. Et le bilan est catastrophique pour le pays qui tourne en rond quand il n'avance pas vers l'arrière, comme dit la vox populi. Il faut changer de méthode de gestion, s'accorder une halte, revoir tout ce qui a été réalisé, faire un bilan objectif et tracer une nouvelle politique pour sortir le pays de la gangrène qui risque de l'emporter.

**Dans plusieurs de vos articles, vous avez présenté la finance islamique comme une supercherie et une escroquerie. Pouvez-vous nous éclairer à ce sujet ?**

Quand j'ai vu la joie de l'ex-Premier ministre Abdelaziz Djerad au Parlement après le vote en faveur de la loi de finances musulmane, j'ai



■ Mourad Dhina, ex-dirigeant du Front islamique du salut (FIS) exilé en Suisse. (Photo > D.R)

été choqué. Même Abassi Madani n'aurait pas été si joyeux, ni si élogieux devant une supercherie pareille. Un hadith attribué au calife Omar Ibn Al-Khateb dit clairement : «Le prophète Mohamed est mort sans nous expliquer le verset coranique qui traite de la riba». Comment Djerad sait-il que l'intérêt bancaire est de la riba ? Est-il mieux placé que le calife Omar ? D'où tient-il cette certitude qui a servi à introduire une finance islamique créée à l'origine par des banques occidentales en l'occurrence suisse ?

La question de la riba est controversée sur le plan religieux. L'Iran, par exemple, a juste fait changer le nom de l'intérêt pour le sortir du débat religieux et n'a pas touché à son système financier qui fonctionne normalement. Idem pour beaucoup de pays du Golfe où des banques privées fonctionnent, selon le principe de la finance islamique, mais pas le système bancaire du pays comme chez nous. D'ailleurs, la Baraka Banque existe depuis plus de quarante ans en Algérie et utilise la finance islamique qui est une pure escroquerie. C'est du simple leasing, ni plus ni moins. L'extrémisme des islamistes algériens est en grande partie dû à leur grande méconnaissance, et ils acceptent tout ce qui se dit sous couvert de l'islam.

Mais ce qui est grave, c'est qu'ils sont pressés de l'appliquer dans leur pays dès qu'on leur donne la possibilité de le faire pour transformer l'Algérie en pays cobaye. Aujourd'hui, avec cette ineptie de finance islamique, le citoyen, quand il va à la banque, se trouve devant un crédit hallal et un autre haram, et souvent il subit des pressions de la part de certains banquiers zélés qui le poussent à opter pour la finance hallal. Finance qui n'a rien de hallal en réalité, car l'argent que le citoyen algérien contracte auprès de sa banque, la banque elle-même l'achète auprès de la Banque centrale en payant un intérêt. Donc, selon les concepteurs de cette mascarade, l'argent est déjà haram à la base.

**L'Algérie est devenue championne du «harakiri». Elle détruit ses propres banques en reconnaissant qu'elle pratique du haram. Drôle de pays...**

En Belgique, l'ex-ministre des Finances Didier Reynders, aujourd'hui commissaire européen, m'avait déclaré il y a des années que la Belgique ne voit pas d'inconvénient si les banques islamiques s'installent sur son ter-

ritoire, à condition qu'elles respectent les lois de la Banque centrale belge.

Du coup, aucune banque islamique n'est venue en Belgique, ce qui pousse à se questionner quant à leur mode de financement. La finance islamique théorisée et appliquée par les islamistes embusqués à l'intérieur du système pose un vrai problème sur l'existence des cellules islamistes dormantes et sur leurs capacités de nuisance. Ils sont prêts, le moment venu, à faire de l'Algérie un champ d'expérimentation de leurs idées tirées du Moyen-Âge.

Le ministre des Finances, à la base de la destruction du système financier algérien en introduisant la finance islamique, passe au poste de Premier ministre en guise de récompense, ce qui pose de sérieuses questions sur le devenir du pays. Nous sommes en plein processus d'islamisation rampante qu'il faut vite stopper.

**Quelle est votre analyse à propos des différents discours du chef d'état-major de l'ANP, Saïd Chengriha, lors de la récente conférence à Moscou ?**

Le chef d'état-major de l'ANP, Saïd Chengriha, semble combler le vide créé par les politiques apparemment désintéressés par la situation dangereuse que vit l'Algérie. Dans mes articles, j'avais déjà averti que certaines déclarations des ministres sont contraires à l'intérêt de l'Algérie car ils utilisent des propos descriptifs d'une situation algérienne compliquée sans aucune explication, ni sans proposer des solutions pour que les Algériens n'aient pas peur et se sentent en sécurité chez eux.

Certaines déclarations de ministres ont participé à la démoralisation des citoyens algériens en ne parlant que des dangers sans montrer les capacités du pays à y faire face. Ce vide est aujourd'hui comblé par les sorties du chef d'état-major. Heureusement, il pose les problématiques de sécurité qui touchent à notre pays et donne des assurances aux Algériens, ce qui fait de lui une personnalité qui rassure le peuple en l'absence d'hommes politiques qui devraient jouer ce rôle.

Ses mises en garde à partir de Moscou, allié stratégique de l'Algérie, tombent à pic dans un moment de flottement. Le chef d'état-major intervient pour mettre en garde tous ceux qui veulent porter atteinte à notre sécurité.

Chengriha est poussé en avant-plan malgré lui, vu l'incompétence et la démission collective dans la défense des intérêts du pays. Les médias algériens sont devenus presque nuls, aucune émission sérieuse ne peut être produite pour répondre ou orienter les Algériens et leur donner de l'espoir en leur disant que leur pays a toutes les capacités de les défendre et de bien les défendre. On doit tirer les leçons et corriger les erreurs, et remettre de l'ordre là où il y a des problèmes, l'Algérie doit être bien défendue par tous ses enfants.

Personnellement, je dirais heureusement qu'il existe une personne comme le chef d'état-major Chengriha qui mérite tout le respect, car il est là au bon moment pour veiller à ce l'Al-

gérie ne sombre pas dans une anarchie dont on voit déjà les prémices. L'histoire retiendra que cet homme, Saïd Chengriha, a fait beaucoup pour l'Algérie. L'Algérie est totalement déstructurée politiquement, et navigue sans aucune vision politique, sans aucun projet pour son avenir, et sans méthode pour faire face aux problèmes. La démarche devant les difficultés du pays est surtout une démarche d'entassement des problèmes, ce qui est une vraie fuite en avant et un danger mortel pour le pays. La réhabilitation et la construction du pôle nationaliste sont le chemin le plus sûr pour protéger l'Algérie et pour épauler l'armée.

**D'après vous, pourquoi l'armée algérienne est-elle la cible permanente des forces antinationales à la solde de l'empire ?**

L'armée est ciblée par plusieurs forces antinationales, la première d'entre elles étant les relais des partis islamistes qui se trouvent en Algérie. J'ai toujours considéré le mouvement Rachad comme un département des affaires extérieures des partis islamistes en Algérie. Celui qui pense le contraire, comme on le voit malheureusement, va faire perdre à l'Algérie une vingtaine de précieuses années pour son redressement et sa reconstruction. Les islamistes savent que sans l'armée le pouvoir est à leur portée.

Tant que l'institution ANP, héritière de l'Armée de libération nationale, est debout, organisée, solide et bien structurée, le spectre islamiste s'éloignera. Bien sûr, cette tendance travaille pour des intérêts de nombreux pays qui veulent voir l'Algérie disloquée, affaiblie, voire même anéantie.

Une Algérie forte, c'est une armée forte, et c'est l'histoire qui nous l'enseigne. On ne peut avoir un pays respecté sans une armée forte derrière lui.

Le mouvement scissionniste MAK, qui raconte des stupidités tant au niveau politique qu'historique, cible aussi l'armée. Je suis déjà intervenu devant des étudiants à Béjaïa par vidéo conférence et je leur ai dit que le projet de Ferhat M'henni est très simple : «Vous avez un très grand pays et Ferhat Mehenni veut vous l'enlever. Et il vous propose un lot de terrain à la place.» Il faut que les jeunes comprennent ce deal débile. Ils sont assez intelligents pour le comprendre. Il y va de leur avenir de le combattre, et j'ai confiance dans cette jeunesse.

**L'ANP est-elle, selon vous, la seule garante de la stabilité de l'Algérie dans un contexte géopolitique extrêmement instable ?**

Oui, l'armée est le seul rempart contre toutes les tentatives de déstabilisation, en attendant de reformuler le paysage politique algérien sur des bases plus solides et plus saines, en dehors de la nébuleuse islamiste qui reste un danger majeur pour l'Algérie à court, moyen et long terme.

(Suite et fin)

Interview réalisée à Bruxelles par Mohsen Abdelmoumen

Publicité

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
ولاية بجاية  
دائرة برياشة  
بلدية برياشة

وصول إشهاراتي لتجديد جمعية  
طبقا للمادة 18 من القانون رقم : 12 - 06 المؤرخ في 12 جانفي 2012  
المتعلق بالجمعيات، تم تجديد الجمعية المسماة :  
جمعية "تشاطات الشباب" لدار الشباب.

- بلدية برياشة ولاية بجاية.  
الكانن مقرها ب دار الشباب برياشة - بلدية برياشة.  
طابعها : ثقافي.  
برئاسة السيد(ة) : أيت عبد الوهاب مفران.  
المولد(ة) بتاريخ 27 أفريل 1969 ب، بجاية.  
السكن(ة) ب : قرية بوغيدان - بلدية برياشة.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
ولاية بجاية، دائرة تيمزريت  
بلدية تيمزريت

وصول تجديد الهيئة الانتخابية  
ان رئيس المجلس الشعبي البلدي لبلدية تيمزريت

- بمقتضى القانون رقم 10-11 المؤرخ في 22 جوان 2012 و المتعلق بالبلدية.  
- بمقتضى القانون رقم 06/12 المؤرخ في 12 يناير سنة 2012 المتعلق بالجمعيات، و لاسيما المادة 09 منه.  
- بناء على القرار رقم 3950 المؤرخ في 2017/12/26 المتضمن وضع السيد بابا حكيم في حالة ديمومية بصفته نائب رئيس المجلس الشعبي البلدي.  
و بعد الاطلاع و دراسة وثائق ملف الجمعية الدينية لمسجد طارق بن زياد قرية الدرافن بلدية تيمزريت.  
المعتمدة تحت رقم 1988/066 بتاريخ: 1988/01/10.  
تم الإقرار على تجديد الهيئة الانتخابية بتاريخ 2021/06/22 على النحو التالي:  
الرئيس : طواهرية محمد شريف.  
الكتيب العام : بن نور هلال.  
أمين السال : صوفيط تقفاريناس.

إعلان

ينتهي الرئيس المدير العام السابق لمؤسسة أشغال توزيع الطاقات لبجاية إلى علم جميع الإدارات و الخواص أنه لم يعد مسؤولا عن المؤسسة و أن جميع الوثائق الخاصة بالشركة بحوزة السيد أمقران يسين أنيس عضو مجلس إدارة بجاية طاقة.

كما يعلم أن البناءات الحديثة المشيدة فوق تراب الشركة من مسؤولية هذا الأخير.

- مجلس قضاء - معسكر  
- محكمة : معسكر

حكم بالحجر  
حكم الصادر عن محكمة معسكر قسم شؤون الأسرة تحت رقم الجدول 16/00120 ورقم الفهرس: 16/01196 و تاريخ الحكم 16.04.27 الحكم بالحجر على المسمى خلاف بخدة المولود في: 17.12.1938 بالمحاميد لأبيه محي الدين و امه مشرور مريم وتعيين المدعي في إعادة السير علمي بلقاسم مقدما عليه ليتولى تسيير شؤونه الإدارية و القانونية.



## MUSIQUE TRADITIONNELLE

### LA CHANTEUSE DU TERROIR DJEMAÏA DJABER N'EST PLUS

La chanteuse populaire du genre «Trab» (variante du Rai) Djemaïa Djaber, connue sous le nom d'artiste de «Djamila R'ziwiya» est décédée, avant hier, soir à l'âge de 57 ans, à l'hôpital «Tani-Medjeber» à Ain El Turk (Oran), des suites des complications liées à sa contamination au coronavirus, a-t-on appris auprès de ses proches.

Née en 1964 dans la localité d'Errahwiya dans la wilaya de Mascara, la défunte a commencé très tôt dans la chanson, se faisant vite connaître par son talent de chanteuse du terroir avec une voix présente et étoffée et son charisme d'artiste, déjà promise à une belle carrière.

Devenant l'incontournable chanteuse des différentes cérémonies et fêtes familiales «Djamila R'ziwiya», établie, depuis, dans le quartier d'El B'hayer dans la ville d'Arzew (d'où son nom de scène), va perfectionner son art en le pratiquant durant plus de dix ans.

A la fin des années 1990, elle sort son premier album, «Ma teddouleh'ch kh'bari wana b'rasskoum» qui a connu, à l'échelle locale et régionale, un franc succès, ouvrant les portes à d'autres réussites qui allaient suivre. Auteure de nombreux enregistrements, en studio et en live, dans les genres trab, meddahatte et rai entre autres, la défunte avait enchaîné les succès, à l'instar de, «Ma b'Ghach yahchem» (2009), «Yebghini» (2011), «Ferhet'na lina» (2012), «Dar fiya el hadra», «B'âinihoum klawna» (2013), «Naba» et «Cha sbabi» (2016), ainsi que «Ochqah cha idjib» (2017).

Se donnant pour raison d'être artistique, la défense de la chanson traditionnelle et populaire, Djemaïa R'ziwiya avait participé à nombre de manifestations culturelles en Algérie et à l'étranger, comme au Festival national de la chanson rai à Oran, et donné plusieurs concerts dans des villes en France, en Belgique, au Maroc et en Tunisie entre autres.

Agence

## Forum du TNA

# Zaoui autour de la théâtralisation du roman

**Les rencontres des soirées théâtrales, un concept virtuel adopté par le Forum du Théâtre national algérien a accueilli, jeudi pour son premier numéro en ligne, le romancier et penseur Amin Zaoui qui s'est exprimé sur le thème de «La théâtralisation du roman et la confrontation de la narration avec l'action».**

«Mis à l'heure du reconfinement imposé par la dégradation de la situation sanitaire liée à la recrudescence des cas de contamination à la Covid-19, le Forum du TNA a ouvert son espace virtuel à l'écrivain Amin Zaoui qui a d'abord mis en exergue le rôle du théâtre dans son action fédératrice des acteurs de l'art dans la diversité de ses disciplines.

Abondant sur le rapport de réciprocité existant entre le roman et le théâtre, le communicant a expliqué que le «succès de l'un auprès du public ne va pas sans la réussite de l'autre». Un échange, poursuit-il, qui amène à parler de «société de la culture et de créativité» et du «marché de la création et de l'art» qui doit, selon lui, susciter une «profonde réflexion» sur les plans, sociologique, économique et commercial. Aller vers le texte littéraire et le roman est en réalité une «opportunité» pour le théâtre de s'ouvrir pour se diversifier et se renouveler explique Amin Zaoui, auteur d'une trentaine de romans traduits en plusieurs langues. Le romancier n'a pas omis de sou-



ligné la nécessité pour l'artiste en général d'opérer l'«écoute créative», qui consiste en une relativisation de l'affect, non pour désinvestir l'émotion, mais l'apprécier sous d'autres angles créatifs de manière à pouvoir accéder à un moment de poésie, à une formulation gorgée de sens, de pensée et d'action. Et de se demander ensuite, comment l'homme de théâtre et le romancier «écoutent-ils» les «énergies créatives» des autres disciplines artistiques ? Relevant la nécessité d'opérer cette écoute, «ô combien importante», qui ne pourrait donc que donner un souffle «moderne et renouvelé» à l'acte créatif théâtral ou narratif, explique le docteur en littérature comparée, entre autre. Citant l'expérience algérienne dans l'adaptation des romans littéraires au théâtre, l'auteur du roman, «Le miel de la sieste» rappellera ce travail de «transfert». Le conférencier préconise alors de travailler sur la théâ-

tralisation des romans, «l'âne d'Or», écrit au II<sup>e</sup> siècle par Apulée et «La cité de Dieu» de Saint Augustin, deux textes desquels il est possible, selon lui, d'extraire deux grands spectacles qui pourraient servir de «modèles et de référence» en matière d'adaptation au théâtre. Ce genre de travaux qui «mettent en relation, le théâtre avec son histoire» à travers ses textes anciens est «plus que nécessaire», estime le romancier, pour arriver à aborder sereinement les grandes questions sous les angles de la littérature et du théâtre, loin des «considérations idéologiques politiques». Amin Zaoui a enfin évoqué l'adaptation en pièces de théâtre de deux de ses romans, «La reine» (produite en Algérie) et «Le dernier juif de Tamentit» (Produite en France), affirmant qu'il s'attendait plus à ce que la théâtralisation de ses romans soit couronnée de succès. «Le passage de la narration romancière à la narra-

tion théâtrale engendre forcément un changement d'énergie et de forme esthétiques qui tient compte de nouvelles méthodes d'existence», a expliqué l'auteur des romans adaptés. Ce que souhaite le romancier, conclut le penseur est la réussite du spectacle qui va forcément conduire à un succès renouvelé son roman. Des rencontres littéraires aux thématiques en lien avec le 4<sup>e</sup> Art sont au programme des «Rencontres des soirées théâtrales», un concept virtuel adopté par le Forum du Théâtre national algérien visant à «maintenir une vie culturelle» en ligne. Le journaliste et romancier Nadjib Stambouli, ainsi que l'artiste et musicologue Salim Dada, ancien secrétaire d'Etat chargé de la production culturelle auprès du ministère de la Culture et des Arts, sont également attendus lors de ces rencontres virtuelles, visibles sur la page Facebook du TNA.

Agence

## Décès de Cheikh Hacène Benchoubane

# Un virtuose qui s'en va

Cheikh Hacène Benchoubane, un des doyens de la musique andalouse est décédé vendredi à l'âge de 87 ans des suites des complications liées à sa contamination au Coronavirus, a-t-on appris auprès de ses proches. Né au quartier de Notre-Dame d'Afrique à Alger, Hacène Benchoubane a été nourri dès son enfance aux sources de la musique andalouse et pétri dans le moule d'une lignée de mélomanes. Le défunt sera initié à la musique andalouse par son père Rachid, lui-même élève de l'association El Moutribia, créée en 1909, avant d'intégrer, plus tard, des ensembles andalous composés notamment des musiciens comme les regrettés Dahmane Benachour, Hadj Mahfoud Saddek Bejaoui, Mustapha Kechkoul et Mahieddine Lakehal. Au début des années 50, Hacène Benchoubane rejoint le conservatoire d'Hus-

sein-Dey sous le regard bienveillant du regretté maître Abdelkrim Dali qui lui apprend les rudiments de la Senâa. Embarqué en 1956 par l'armée coloniale pour son militantisme au sein du FLN, Hacène Benchoubane est emprisonné jusqu'à la fin 1961. A sa libération, il entre au conservatoire municipal de musique et de déclamation d'Alger où il poursuit de 1962 à 1968 son apprentissage à l'instrument et au chant avec le regretté professeur Abderrahmane Belhocine. Obtenant plusieurs prix au conservatoire, il poursuit sa formation musicale au quartier de Ruisseau où il put dénichier entre 1963 et 1964 un local au sein duquel l'Association musicale «El Fen Ouel Adab» verra le jour. Poursuivant son cursus, le défunt évolua sous la houlette de Omar Khodja, alors premier président de l'association et pro-

fesseur de musique, avec des musiciens qui deviendront de grands maîtres de la musique andalouse dont, les frères Mustapha et Mohamed Boutriche, Boualem Hamroune, Abdelhafid Djenidi, Slimane Loubari et Yahia Guidri.

L'Association El Fen Ouel Adab accueillera dès 1975, grâce à l'impulsion de Mohamed Boutriche de jeunes artistes promis à de belles carrières, à l'instar de Hamid Khedim, Nasreddine Chaouli, Hamidou et Yacine Bouzama. Le défunt fera ensuite partie de l'orchestre national andalou la Radio nationale, dirigé par le maître Abderrazak Fakhardji et évoluera aux côtés d'illustres instrumentistes dont les regrettés Abdelkrim Mahamesadji, Boudjema Ferguène, Zerrouk Mokdad et les frères Bahar. Virtuose de la mandoline, il intègre l'orchestre du grand Mohamed

Kheznadji, avec lequel il animera plusieurs concerts en Algérie et se produira dans nombre de villes du monde, Paris, New York, Washington, Séville et Rome notamment.

Dans son volet formateur au Conservatoire de déclamation et de chant d'Alger, Hacène Benchoubane verra transiter par ses classes nombre de jeunes qui connaîtront la célébrité, à l'image, entre autres de Selma Kouret, Radia Manel, Sid-Ali Driss et Toufik Aoun.

Depuis 2001, Hacène Benchoubane a rejoint l'orchestre du musicologue Rachid Guerbas qui rassemble les trois écoles du pays (Senâa d'Alger, Gharnati de Tlemcen et Malouf de Constantine) dans le but de donner un souffle nouveau au patrimoine musical andalou.

Agence



Jeux olympiques-2020

## Palmarès vierge et participation décevante pour les athlètes algériens

→ La participation algérienne aux Jeux olympiques-2020 a pris fin samedi sur une note d'échec, avec l'élimination de la karatéka Lamya Matoub, dernière représentante de la délégation sportive algérienne qui quitte ainsi les joutes de Tokyo avec zéro médaille dans l'escarcelle.

Les derniers espoirs placés en Lamya Matoub, ultime athlète des 44 sportifs algériens engagés dans les joutes nippones, tombent à l'eau, après trois défaites dans l'épreuve du kumité +67 kg face à la Suisse Quirici Elena (2-1), l'Iranienne Abbasali Hamideh (4-0) puis la Chinoise Gong Li (4-0), et un match nul devant l'Égyptienne Abdelaziz Feryal (0-0). Engagés dans 14 disciplines, les athlètes algériens ont commencé à trébucher, un à un, dès leur entrée en compétition, se faisant éliminer au stade des qualifications. Jadis grands pourvoyeurs de médailles pour l'Algérie, la boxe (8 athlètes), l'athlétisme (8) et le judo (2) sont pratiquement tous passés à côté de la plaque. Parmi eux, seuls



Triki a terminé 5<sup>e</sup> avec en prime un record d'Algérie. (Photo D. R.)

l'athlète du triple saut, Yasser Mohamed-Tahar Triki et la boxeuse Imène Khelif se sont relativement distingués en terminant à la cinquième place de leurs épreuves.

Qualifié en finale du concours du triple saut, Triki (24 ans) a terminé 5<sup>e</sup> avec en prime un record d'Algérie, avec un saut de 17,43 m, soit 10 centimètres de mieux que son record d'Algérie (17,33 m). Triki a raté la 3<sup>e</sup> place du podium décrochée finalement, avec 4 cm de plus, par le Burkinabè Hugues Fabrice Zango (17,47 m), recordman d'Afrique en plein air (17,82).

La première place est revenue au Portugais Pedro Pichardo (17,98 m) suivi du Chinois Zhu Yaming (17,57).

De son côté, la boxeuse Khelif (22 ans) a pris la 5<sup>e</sup> place dans la catégorie des 60 kg, après sa défaite en quarts de finale contre l'Irlandaise Harrington Kellie Anne (5-0). En 8<sup>e</sup> de finale, Khelif avait pris le dessus sur la Tunisienne Meriem Homrani.

L'autre performance relativement honorable, parmi la multitude de

contre-performances algériennes, figure la prestation du lutteur Bachir Sid Azara (24 ans). Engagé en lutte gréco-romaine (87 kg), il a été éliminé aux repêchages pour la médaille de bronze face au Serbe Zurabi Datunashvili qui a par la suite pris la 3<sup>e</sup> place du podium.

Lors de son parcours, Sid Azara s'est débarrassé d'abord du Chinois Peng Fei (11-1) en 8<sup>e</sup> de finale, avant de perdre face à l'Ukrainien Zhan Beleniuk (1-1). L'Algérie a mené tout au long de son combat, mais le règlement de la lutte mondiale donne la victoire à celui qui marque le dernier point. Ce lutteur ukrainien a été ensuite sacré champion olympique de la catégorie.

### Ratage des athlètes chevronnés

Hormis ces trois étincelles dans la grisaille de la participation algérienne, les autres athlètes, notamment les chevronnés d'entre eux, ont raté leur sortie, à l'image des deux boxeurs Abdelhafid Benchabla (4<sup>e</sup> participation aux JO) et Mohamed Flassi (2<sup>e</sup>

participation aux JO) ainsi que du nageur Oussama Sahnoune (2<sup>e</sup> participation) et du rameur Sid-Ali Boudina (2<sup>e</sup> participation).

L'athlétisme algérien, avec huit athlètes qualifiés, ne s'est pas distingué. Hormis Triki, les autres participants ont échoué, à l'image d'Abdelmalik Lahoulou (400 m haies), Yassine Hethat (800 m) et Hichem Bouchicha (3 000 m steeple). A noter, l'absence à Tokyo pour « blessure » de Taoufik Makhloufi, champion olympique du 1 500 m aux JO de Londres-2012 et double médaillé d'argent (800, 1 500 m) aux Olympiades de Rio-2016.

Par ailleurs, la malchance a frappé du côté de la discipline haltérophilie, avec le forfait de dernière minute, pour raison de Covid-19, de l'Algérien Walid Bidani, médaillé de bronze aux derniers Mondiaux en Thaïlande, et qui pouvait prétendre à un podium olympique, après sa belle prestation aux derniers championnats d'Afrique à Nairobi, avec à la clé trois médailles d'or dans la catégorie +109 kg et un record continental à l'arraché (201 kg).

A Tokyo, les disciplines algériennes les plus représentées étaient la boxe, les luttes associées et l'athlétisme avec huit athlètes pour chacune d'elles. Viennent ensuite l'escrime avec quatre athlètes, la natation (3), l'aviron (2), le cyclisme (2), le judo (2) et la voile (2).

Le reste du contingent algérien était représenté par le kayak (1 athlète), l'haltérophilie (1), le karaté (1), le tennis de table (1) et le tir sportif (1).

A noter que la dernière fois que l'Algérie n'avait remporté aucune médaille aux JO remonte à l'édition d'Athènes en 2004.

R. S.

### EN DEUX MOTS

#### Ligue 1 :

#### L'ESS se révolte,

#### le CRB résiste

MCA - CABBA	3-0
NAHD - CSC	2-1
JSS - CRB	1-1
ASAM - ASO	0-0
USMBA - RCR	2-2
USMA - PAC	2-1
ESS - USB	4-0
MCO - JSMS	1-0

#### Samedi 14 août :

NCM - WAT	(17h30)
OM - JSK	(17h30)

Classement	Pts	J
1. CR Belouizdad	70	35
2. ES Sétif	65	35
--. JS Saoura	63	35
4. USM Alger	62	35
5. MC Alger	59	36
6. JS Kabylie	55	33
7. MC Oran	57	35
8. CS Constantine	51	36
9. Paradou AC	50	35
10. O. Médéa	48	34
11. RC Relizane	43	35
--. AS Aïn M'ilia	41	35
13. US Biskra	40	35
--. NC Magra	40	34
--. NA Hussein-Dey	40	35
16. WA Tlemcen	39	34
--. ASO Chlef	39	35
18. USM Bel-Abbès	34	35
19. CABB Arréridj	21	36
20. JSM Skikda	17	34



Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA. Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar.

Place du 1<sup>er</sup>-Mai - Alger. Tél. : 021 6710.44/6710.46 Fax : 021 6710.75.

Compte bancaire : CPA 103 400 08971.114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.

**Membres fondateurs :** Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune**.

Rédacteur en chef : **Radia Zerrouki**

Directeur commercial : **Ouahid Kouba**

Composition **PAO La Nouvelle République** Impression Alger : **SIMPAL**

Tirage : 2500 exemplaires 16 - Pages

Oran : **SIO**. Constantine : **SIE**. Diffusion centre : **SEDICOM**.

Ouest : **SPDO**. Est : **El Khabar**. Sud : **Trag diffusion** Publicité : **La Nouvelle République**, Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021 6710.75. E-mail :

lnr98redaction@yahoo.fr / E-mail pub : lnr98publicite@yahoo.fr - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19.

Conception : **Studio Baylaucq**, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

Zenir (MCA) :

## «Triste de voir le club dans cette situation»

→ Le défenseur emblématique du MC Alger, Abdelwahab Zenir, a poussé un cri de colère quant à la situation actuelle du club algérois, qui a fêté samedi le 100<sup>e</sup> anniversaire de sa création, sans pour autant parvenir à remporter le moindre titre. «Je suis triste et écœuré par la situation dans laquelle se trouve le Mouloudia aujourd'hui. La gestion est très contestée, ce qui a empêché le club d'amorcer son départ, les dirigeants actuels ont failli dans leur mission, il faut dire les choses telles qu'elles sont. J'aurais aimé vivre cette célébration autrement et voir le MCA dans une meilleure situation, mais malheureusement ce n'est pas le cas», a indiqué Zenir dans un entretien à l'APS. Né le 10 novembre 1951 à Alger, Abdelwahab Zenir faisait partie de la génération dorée des années 1970 qui a écrasé tout sur son passage, avec notamment un triplé historique en 1976 : Championnat - Coupe d'Algérie - Coupe d'Afrique des clubs champions.

«Cela fait déjà cinq ans que le Mouloudia n'a plus remporté de titre, ce n'est pas normal pour un club comme le

MCA, qui représentait par le passé un exemple à suivre en matière de stabilité et de trophées. L'équipe n'a plus d'âme, c'est regrettable qu'on puisse en arriver là. Pourtant, Sonatrach (actionnaire majoritaire, ndlr) a mis beaucoup de moyens, pour rien finalement», a-t-il ajouté, avec un ton coléreux.

L'ancien international algérien (10 sélections entre 1971 et 1974) n'a pas hésité à remettre en question la gestion du club concernant les festivités du centenaire, finalement reportées à une date ultérieure en raison de la situation sanitaire liée au Covid-19. «Il n'y a qu'à voir l'amateurisme de la direction dans la gestion du dossier des festivités. Ce rendez-vous se prépare une année ou deux à l'avance, tout le monde voulait s'accaparer la célébration du centenaire, en annonçant des matches de gala contre telle ou telle équipe. Au final, tout est reporté.»

### Les larmes de Derriche

En compagnie de Zoubir Bachi, Anouar Bachtta et autre Omar Betrouni, l'ancien défenseur central du Mouloudia avait

eu l'opportunité de côtoyer l'un des dirigeants les plus emblématiques du MCA, en l'occurrence Braham Derriche (1907-1995), considéré comme un véritable exemple de fidélité et de loyauté. «Nous étions une véritable famille unie et solidaire, deux vertus qui manquent terriblement à l'actuelle génération. Derriche, que Dieu ait son âme, était un père spirituel pour moi, il m'avait beaucoup aidé, sur et en dehors du terrain. Il nous appelait (mes fils), un vrai dirigeant dévoué.»

Zenir figurait parmi le groupe qui avait offert au MCA son premier titre majeur. Sous la houlette du regretté Ali Benfeddah, le club algérois remporte le 13 juin 1971 sa première Coupe d'Algérie face à l'USM Alger (2-0), au stade municipal de Ruisseau (20-Août-1955 actuellement).

«Lors du départ au stade, j'étais assis dans le bus à côté de Derriche. Soudain, il a versé une larme, je lui ai demandé : 'Qu'est-ce que tu as ?' Il m'a répondu : 'rien mon fils'. J'ai insisté pour savoir, alors il m'a lancé une phrase que je ne suis pas prêt d'oublier : 'J'ai peur de mourir et ne pas assister à ce premier

titre'. Je lui avais fait savoir qu'on allait tout faire pour ne pas le décevoir. J'ai raconté ça à mes coéquipiers dans le vestiaire et ça nous a beaucoup boostés sur le terrain». Cette année-là, le «Doyen» fêta le cinquantième anniversaire de sa création. Pour Zenir, c'était une belle occasion d'inaugurer le palmarès du club, d'autant qu'aucun événement pour fêter le demi-siècle du MCA n'était au programme.

«Il y avait une génération de joueurs talentueux et soudés qui, à mon sens, ne pourra jamais être égalée. Cette finale gagnée face à l'USMA nous a complètement libérés et nous a permis d'enclencher une dynamique de victoires, jusqu'à remporter le triplé en 1976. Cette équipe véhiculait les vraies valeurs du Mouloudia.»

Interrogé sur l'avenir du club, Zenir refuse de verser dans un optimisme béat, laissant entendre que plusieurs paramètres doivent changer pour permettre au MCA de redorer son blason. Pour lui, «il doit y avoir une véritable restructuration pour rebâtir l'équipe sur des bases solides». ■



**en direct**

**CAN de basket-ball**  
L'Algérie surclasse  
l'Ouganda

**le match à suivre**

**Ligue 1**  
L'ESS se révolte, le CRB  
résiste

**football**

**Zenir (MCA)**  
«Triste de voir le club  
dans cette situation»

CAN : le tirage au sort 17 août 2021

# Des surprises en perspective

→ Comme le soulignait un de nos confrères «cette fois, c'est clair, net, précis, ferme et définitif !» La Fédération camerounaise (Fecafoot), pays-hôte de la Coupe d'Afrique des nations 2021, dévoile un courrier de la Confédération africaine de football qui officialise enfin la date du tirage au sort de la compétition.

Reportée d'un an en raison de la crise sanitaire, la CAN-2021 se déroulera du 9 janvier au 6 février 2022, et ce sera le Palais des Congrès de Yaoundé, qui va enfin accueillir ce 17 août la cérémonie du tirage au sort de cette 33<sup>e</sup> édition. La Confédération africaine de football justifie ces reports pour des problèmes logistiques liés à la crise sanitaire, avant d'être reprogrammée.

**Tirage au sort, le premier coup d'envoi**

Cinquante personnes composent la délégation de la CAF qui sera présente à la cérémonie. Conduite par le président lui-même, cette délégation sera marquée par la présence de 5 vice-présidents, ainsi que plusieurs autres membres. On annonce également des personnalités du football africain, notamment Samuel Eto'o, Didier Drogba, George Weah, Yaya Touré, Jay-Jay Okocha, ou encore la personnalité montante, le plus célèbre des Youtubers algériens qui regardait les matches avec son père à la télé va participer au tirage au sort.

Pour éviter toutes mauvaises surprises, les inspecteurs de la CAF et de la FIFA ont déjà pris leurs quartiers à Yaoundé. Une mission sur le site du Complexe sportif d'Olembe qui abritera les cérémonies d'ouverture et de clôture de la phase finale de la CAN-2022 a eu lieu ce dimanche.



On annonce la présence de plusieurs personnalités du football africain.

(Photo : D. R.)

**Parole des Camerounais...  
Tout est prêt**

Le Cameroun veut montrer que toutes les installations sont prêtes pour cet événement africain, et pour une démonstration envisagée, au mois de septembre soit quelques semaines avant le coup d'envoi, un match test à la faveur de la reprise sur le continent, des éliminatoires de la Coupe du monde Qatar 2022. L'accord est donné pour une première rencontre amicale qui opposera l'équipe nationale du Cameroun à son homologue du Malawi. «Avant de donner son feu vert pour l'organisation de ce match international dans le nouveau stade d'Olembe, la mission d'inspection CAF/FIFA a profité de cette visite pour s'assurer que l'édifice fraîchement sorti de terre remplit toutes les conditions. Avant l'arrivée de ses hôtes, le ministre des Sports, Narcisse Mouelle Kombi, président du Comité d'organisation local de la CAN-2022, avait effectué une visite d'évaluation sur le site d'Olembe le 14 juillet 2021». Retenons que ce sera la deuxième

édition à mettre aux prises 24 nations. Les villes retenues pour la compétition sont Douala, Bafoussam, Garoua, Limbe et bien sûr, Yaoundé. Alors qui affrontera l'Algérie, tenante du titre ? Réponse à la mi-août.

**Coup d'envoi le 9 février... des premières palpitations**

Ils partiront à chance égale, lors de cette 33<sup>e</sup> édition de la CAN. Une compétition qui reste l'un des rendez-vous que les stylistes du football aiment bien décortiquer. La CAN produit, et sait produire, une même ambiance que celles des compétitions qui s'organisent sous d'autres cieux. Comme partout, le champion est celui qui aura eu, pendant l'ensemble des matches, le plus de victoires jusqu'au bout du dernier coup de sifflet de la complétion. C'est l'équipe qui aura engrangé le plus de victoires, et a eu le plus de force mentale, de capacité à rester concentré, précis, exigeant, à résister à la fatigue, au découragement, à la résignation, aux bé-

vues des siens et à la domination des autres». C'est ainsi que l'on décroche le trophée. Mais aussi, il faudrait avoir du «grit». Un économiste amoureux de la balle ronde, entre autres, disait «le grit désigne la capacité de vouloir, de ne pas se résigner, de persévérer, d'agir, d'avoir la ténacité pour vaincre les obstacles. On l'associe souvent à la résilience, à l'ambition, à la volonté et surtout, à la capacité de mener à bien un projet à long terme malgré les difficultés».

**H. Hichem**

Les 24 qualifiés : Algérie, Burkina Faso, Cap-Vert, Cameroun, Côte d'Ivoire, Comores, Égypte, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Malawi, Mali, Mauritanie, Maroc, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Tunisie, Soudan, Zimbabwe.

**A voir**

- RMC Sport 1 : Chelsea - Villarreal à 20h
- RMC Sport 2 : FC Porto - Belenenses à 20h

**La Der**

## Tebboune octroie au MCA l'exploitation et la gestion du stade de Douéra

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a décidé dimanche d'attribuer la responsabilité d'exploiter et de gérer le stade de Douéra (Alger), en cours de réalisation, au Mouloudia d'Alger (MCA) qui a soufflé samedi passé sa 100e bougie. «J'ai décidé de mettre la gestion du stade de Douéra à la disposition du MCA pour que le club ne reste pas sans stade officiel propre à lui», a précisé le Président Tebboune lors de l'entrevue périodique accordée aux représentants de la presse nationale, diffusée dimanche.

Et d'expliquer «la propriété du stade de Douéra revient à l'Etat, cependant la gestion et l'exploitation seront du ressort du MCA qui mérite cette structure sportive comme cadeau à l'occasion de son centenaire». Au sujet du club sportif, le chef de l'Etat a confié que «les Algériens apprécient la valeur du Mouloudia intimement liée à la guerre et à l'histoire, car ayant offert des caravanes de chahids». De même qu'il a rappelé la fondation du Club le 7 août 1921 par le regretté Abderrahmane Aouf, et est revenu sur le parcours combattant de l'équipe et son arrêt

avant et pendant la guerre d'Algérie. «Premier club musulman algérien, le Mouloudia tire son appellation de la naissance du Prophète (QSSSL), d'ailleurs fondé pour jouer contre les autres équipes majoritairement françaises», souligne le président de la République, souhaitant «un joyeux centenaire et plein succès à cette équipe». A noter que le taux d'avancement des travaux du stade a atteint environ 55%, selon le bilan d'activités de 2020 présenté février dernier par le ministère de la Jeunesse et des Sports.